



Convention

Entre

**la Région Auvergne Rhône-Alpes, Autorité de Gestion
Régionale (AGR) du FEADER 2023-2027 et**

**le Groupe d'Action Locale (GAL), GAL Auvergne Rhône-
Alpes du Nord des Alpes**

CONVENTION relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Plan Stratégique National 2023-2027

Entre

La Région Auvergne-Rhône Alpes, ci-après désignée « Autorité de gestion régionale », représentée par M. Laurent WAUQUIEZ, président du Conseil régional en exercice,

Et

La structure porteuse, le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), ci-après désignée « structure porteuse », représentée par Mme Géraldine PFLIEGER, en qualité de présidente en exercice, agissant en vertu d'une délibération en date du 14/09/2023,

Et

Le Groupe d'Action Locale du Nord des Alpes, ci-après désigné « GAL », représenté par **XXX XXX**, président du GAL agissant en vertu d'une désignation par les membres du comité de programmation en date du 20/09/2023,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive n° 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

Vu le règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 ;

Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) no 1305/2013 et (UE) no 1307/2013

Vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) no 1306/2013

Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment dans sa version en vigueur au 1^{er} juin 2019 et ses dispositions relatives au Règlement général sur la protection des données (RGPD) ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 modifiée de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78,

Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

Vu le plan stratégique national de la PAC 2023-2027 approuvé par la Commission européenne le 31 août 2022 ;

Vu la délibération du Conseil régional n° AP-2021-07/08-7-5695 du 2 juillet 2021 relative à la délégation de pouvoir au Président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes au titre de la présente mandature régionale ;

Vu la délibération du Conseil régional n° AP-2022-10/05-8-7058 des 20 et 21 octobre 2022 portant programmation FEADER 2023-2027 ;

Vu la convention de délégation de tâches de l'organisme payeur à la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du Feader HSIIC régionalisées du plan stratégique national signée le 16 décembre 2022 ;

Vu la délibération du Conseil régional n°CP....

Vu l'arrêté régional n° 2023/00030 consolidé du 1^{er} février 2023 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté régional n°2023/04/00185 du 03/05/2023 portant sélection des stratégies locales de développement au titre du dispositif 501 « Porter un projet LEADER » du programme régional FEADER 2023-2027 Auvergne-Rhône

Vu la délibération de la structure porteuse en date du 14/09/2023, validant le portage du GAL et habilitant la présidente Mme Géraldine PFLIEGER à signer la présente convention,

Vu la convention de partenariat pour l'opération « Mise en œuvre du programme LEADER 2023-27 du Nord des Alpes » entre le SIAC, la 2CCAM, la CCFG, la CCMG, la CCPMB, la CC4R, la CCVCMB et la CCVV en date du XX/XX/2023

ARTICLE 1 : OBJET

Pour la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) dans le cadre de l'intervention « 77.05 : LEADER » du Plan Stratégique National (PSN), la présente convention a pour objet de préciser :

- La stratégie de développement local LEADER/DLAL comprenant son descriptif, le territoire éligible retenu, le plan d'action décliné en fiches-actions et le plan financier correspondants ;
- Les conditions de la subdélégation des tâches de l'organisme payeur définies par l'Autorité de gestion régionale ;
- Les obligations respectives des différentes parties précisant les dispositions et la répartition des tâches de fonctionnement, de gestion de contrôle et de suivi.

ARTICLE 2 : STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT LOCAL LEADER/DLAL

La stratégie de développement local LEADER/DLAL se compose du territoire du GAL, du descriptif de la stratégie, du plan d'action et du plan financier correspondants.

Article 2.1 : Territoire du GAL

Le périmètre géographique du GAL couvre un territoire appelé « territoire du GAL » sur lequel est mise en œuvre la stratégie LEADER. Ce territoire est défini par la liste des communes précisée en annexe 1.

En cas d'évolution de son territoire, au sens d'une modification de la liste des communes figurant en annexe 1, le GAL prend une décision en comité de programmation et propose ces modifications à l'Autorité de gestion régionale dans un délai indicatif de 1 mois après la tenue du comité de programmation. L'Autorité de gestion régionale se prononce au regard de la stratégie approuvée et en cas d'accord sur la modification proposée, un avenant à la présente convention est établi.

Article 2.2 : Stratégie de développement local du GAL et plan d'action correspondant décliné en fiches-actions

Le descriptif de la stratégie de développement local LEADER/DLAL figure en annexe 2 à la présente convention. Cette stratégie se traduit par un plan d'action figurant en annexe 3.

La structure porteuse et le GAL s'engagent à mettre en œuvre la stratégie LEADER/DLAL sur l'ensemble de la période de programmation débutant en 2023.

Article 2.3 : Plan financier prévisionnel

2.3.1 : Plan financier

Le montant de l'enveloppe de FEADER allouée au GAL pour la période de programmation débutant en 2023 s'élève à 2 469 894 €. Le plan financier figure en annexe 4.

Le FEADER intervient en co-financement d'aides publiques nationales. Seules des dépenses publiques admissibles au titre du Plan Stratégique National et de la stratégie du GAL peuvent faire l'objet d'un co-financement du FEADER.

La participation du FEADER est de 80 % par rapport au montant total de la dépense publique cofinancée (part nationale cofinancée et communautaire).

2.3.2 : Délais limites d'engagement et de paiement

Le GAL s'engage à respecter les délais d'engagement et de paiement inhérents à la programmation FEADER qui débute en 2023 et jusqu'à son terme. Les dates limites seront définies dans une note de procédure établie par l'Autorité de gestion régionale.

2.3.3 : Obligations liées au profil annuel minimum d'engagement ou de paiements

Le GAL s'engage à respecter, le profil minimum d'engagements juridiques et de paiements FEADER tel que précisé au point 2 de l'annexe 4 de la convention mais peut avoir un niveau d'engagements et de paiement supérieur. Ces profils sont définis par l'Autorité de gestion régionale et ne peuvent être modifiés que par elle.

Si au 31/12/2026, le cumul des engagements et des paiements du GAL depuis le début du programme ne correspond pas au profil minimum d'engagements et de paiements FEADER attendu à mi-parcours, l'Autorité de gestion régionale peut décider de modifier le montant total de la maquette financière du GAL comme précisé ci-après.

En cas de non atteinte du profil minimum d'engagements et de paiements FEADER, une diminution du montant total de la maquette financière peut être mise en œuvre. Cette diminution pourra porter sur tout ou partie des montants restant à engager et payer.

Article 2.4 : Modalités de modification des éléments de la stratégie de développement local

2.4.1 : Dispositions générales

Toute modification d'une composante de la stratégie de développement local LEADER/DLAL, telle que définie à l'article 2, fait l'objet d'une procédure de notification à l'Autorité de gestion régionale à l'exception des modifications se rapportant au descriptif de la stratégie figurant en annexe 2 et des cas spécifiques se rapportant au plan d'action précisés dans les articles 2.4.2 de la présente convention. Dans ces cas dérogatoires, il sera procédé à la modification de la présente convention par voie d'avenant.

La notification est établie sur la base d'une décision du comité de programmation du GAL adoptée selon la procédure décisionnelle figurant dans le règlement intérieur. Elle est transmise à l'Autorité de gestion régionale dans un délai de 1 mois à compter de la décision du comité de programmation.

Toute proposition de modification d'une composante de la stratégie de développement local LEADER/DLAL devra être transmise, pour avis, à l'Autorité de gestion régionale préalablement à la tenue du comité de programmation.

2.4.2 : Dispositions spécifiques pour la modification du plan d'action

Il sera procédé à un avenant lorsque le comité de programmation décide de modifier les rubriques suivantes des fiches-actions :

- Le type et description des opérations
- Les bénéficiaires éligibles
- Le type de soutien
- Les dépenses éligibles
- Les conditions d'admissibilité/critères d'éligibilité
- Les montants et taux d'aide (hors modification d'une valeur d'un critère déjà existant)
- Ajout ou suppression d'une fiche action

Les propositions de modifications des fiches action devront être soumises à la validation préalable de l'Autorité de gestion régionale.

Dans les autres cas, il sera procédé à la modification par voie de notification dans les conditions mentionnées à l'article 2.4.1.

2.4.3 : Modification du plan financier sur proposition du GAL

En complément des modifications du plan financier par l'Autorité de gestion régionale, le GAL peut procéder à des transferts de FEADER entre fiches-actions.

Toute modification à l'initiative du GAL fait l'objet d'une notification dans les conditions précisées à l'article 2.4.1 et devra être soumise à la validation préalable de l'Autorité de gestion régionale.

ARTICLE 3 : MISSIONS ET OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION REGIONALE

L'Autorité de gestion régionale assure le pilotage, l'instruction, le contrôle et la mise en œuvre de l'intervention LEADER.

L'Autorité de gestion régionale subdélègue tout ou partie des tâches d'instruction des demandes d'aide et des demandes de paiement dans le cadre de la délégation de tâches de l'organisme payeur à l'Autorité de gestion régionale. L'annexe 5 fixe les tâches incombant à l'Autorité de gestion régionale et au GAL dans le cadre du circuit de gestion des dossiers FEADER relevant de LEADER.

A titre de précision, l'Autorité de gestion régionale assure les tâches d'instruction et de contrôle des demandes d'aide et de paiement inhérentes aux opérations dont la structure porteuse du GAL est bénéficiaire. Dans ce cadre, il n'y a pas de subdélégation des tâches indiquées.

L'Autorité de gestion régionale doit notamment :

- Veiller au respect par le GAL des dispositions du Plan Stratégique National et du cadre réglementaire encadrant la mise en œuvre des stratégies de développement local LEADER/DLAL ;
- S'assurer de la mise en œuvre de la stratégie de développement local LEADER/DLAL par le GAL et de la dynamique de programmation et de paiement correspondante ;
- Organiser des actions de sensibilisation et/ou des formations à destination du GAL notamment sur les thématiques liées à la gestion et au contrôle du FEADER y compris contrôle interne, lutte contre la fraude, la prévention et la gestion des conflits d'intérêts ;
- Mettre à disposition du GAL le cadre réglementaire et de gestion, en assurer la mise à jour et veiller à sa bonne application ;

- Garantir le respect des exigences fixées par l'organisme payeur dans le cadre du Descriptif du système de gestion et de contrôle (DSGC) sur la partie des tâches qui sont subdéléguées au GAL ;
- Veiller à la sécurisation de toutes les étapes du cycle de gestion d'un dossier (« piste d'audit ») devant se traduire par l'existence et la mise en œuvre de procédures internes propres au GAL ;
- S'assurer de la fluidité des procédures et assurer un suivi des différentes étapes de la gestion des dossiers précisées en annexe 5 à la présente convention ;
- Mettre à la disposition du GAL le système d'information ;
- Coordonner auprès du GAL la remontée des données dans le cadre du plan d'évaluation et de la performance et dans le cadre de l'établissement des plans de contrôle annuels ;
- Coordonner auprès du GAL le traitement des suites de contrôles et de recommandations d'audits ainsi que la notification à l'organisme payeur des irrégularités liées à la fraude pour transmission à l'OLAF ;
- Assurer la gestion des contentieux et de la détection de la fraude ;
- Assurer la conservation des documents (archives courantes) relatifs aux dossiers portés par les structures porteuses des GAL pour contribuer à la sécurisation de toutes les étapes du cycle de gestion d'un dossier (« piste d'audit ») ;
- Assurer la conservation des dossiers (archives intermédiaires)

ARTICLE 4 : MISSIONS ET OBLIGATIONS DU GAL

Article 4.1 : Missions du GAL

Le GAL assure les missions suivantes telles que définies à l'article 33 du règlement (UE) 2021/1060 du 24 juin 2021 :

- Renforcer la capacité des acteurs locaux à élaborer et à mettre en œuvre des opérations ;
- Élaborer une procédure et des critères de sélection transparents et non discriminatoires, qui évitent les conflits d'intérêts et garantissent qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection ;
- Préparer et publier des appels à propositions (appel à projets et appels à candidature), en cohérence avec les fiches actions définies à l'annexe 3 ;
- Sélectionner des opérations, déterminer le montant du soutien et soumettre les propositions à l'organisme responsable de la vérification finale de leur admissibilité avant approbation ;
- Assurer le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la stratégie ;
- Évaluer la mise en œuvre de la stratégie.

Le GAL est subdélégataire des tâches d'instruction des demandes d'aide et des demandes de paiement définies dans l'annexe 5.

Dans ce cadre, *et en complément des tâches identifiées en annexe 5*, le GAL doit notamment :

- Assurer une information transparente auprès des porteurs de projets potentiels sur les possibilités de financement LEADER ;
- Animer et suivre la stratégie de développement local LEADER/DLAL en vue de la réalisation du plan d'action sur le territoire ;
- Accompagner les porteurs de projet, les aider dans le montage de leur projet et dans la complétude des demandes d'aides et de paiement ;
- Respecter les exigences fixées par l'organisme payeur sur la partie des tâches qui lui sont subdéléguées : un contrôle sera opéré par l'Autorité de gestion régionale ;

- Utiliser les modèles de documents fournis par l'Autorité de gestion régionale à chacune des étapes de la procédure et appliquer l'ensemble des règles et procédures fournis par l'Autorité de gestion régionale au GAL ;
- Soumettre les appels à projets/appels à candidature à la validation de l'autorité de gestion régionale avant publication ;
- Appliquer les procédures émanant de l'Autorité de gestion régionale dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement local LEADER/DLAL en garantissant notamment la prévention et la gestion des conflits d'intérêts au niveau de toute personne participant à la gestion et à la mise en œuvre du FEADER ;
- Assurer la traçabilité des informations et des actions réalisées liées aux tâches qui lui incombent
- Utiliser le système d'information mis à disposition par l'Autorité de gestion régionale ;
- Organiser et réunir son comité de programmation chargé de procéder à la sélection des opérations et à l'approbation du montant de l'aide FEADER selon une procédure de sélection transparente et non discriminatoire qui évite les conflits d'intérêts et garantit qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection ;
- Fournir à l'Autorité de gestion régionale le règlement intérieur du comité de programmation visé à l'article 4.2.1 de la présente convention ;
- Répondre à toute demande d'information ou de documents des services de l'Autorité de gestion régionale ;
- Se soumettre aux opérations de contrôles des corps de contrôle et d'audits, de l'organisme payeur et de l'Autorité de gestion régionale notamment dans le cadre du contrôle interne (supervision et contrôle des missions subdéléguées), des contrôles sur place et appliquer les éventuelles recommandations découlant de ces opérations ;
- Participer à la collecte d'informations nécessaires au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique National ;
- Assurer la conservation des documents pour contribuer à la sécurisation de toutes les étapes du cycle de gestion d'un dossier (« piste d'audit ») selon les modalités définies par l'Autorité de gestion régionale ;
- Contribuer à la mise en place et à la diffusion d'outils de communication permettant de valoriser les projets financés au titre du dispositif.

Ces missions sont assurées dans le cadre du système de gestion informatisé devant être obligatoirement utilisé par le GAL.

Pour assurer ces missions, le GAL s'engage à constituer un comité de programmation et une équipe technique.

La structure porteuse du GAL s'engage à maintenir tout au long de la période de la présente convention des moyens humains suffisants (*soit un minimum de 1 ETP d'animation et 1 ETP de gestion*) dédiés à la mise en œuvre de la stratégie de développement local LEADER/DLAL pour lui permettre d'assurer l'ensemble des missions et tâches incombant au GAL.

Le GAL doit fournir à l'Autorité de gestion régionale son organigramme dans un délai d'un mois après la signature de la présente convention ainsi qu'un organigramme fonctionnel nominatif (OFN) dont la trame sera fournie par l'Autorité de gestion régionale ; en cas de modification dans l'organisation du GAL et/ou au niveau de l'équipe technique, une version actualisée devra être obligatoirement transmise à l'Autorité de gestion régionale.

Tout manquement à ces obligations et engagements peut constituer un motif de diminution de l'enveloppe FEADER allouée, voire de résiliation de la présente convention.

Article 4.2 : Obligations liées à la programmation des projets par le GAL

Le GAL est chargé d'animer et de suivre la stratégie de développement local LEADER/DLAL en vue de la réalisation du plan d'action sur son territoire. Pour ce faire, le comité de programmation doit notamment procéder à la sélection et à l'approbation du montant de l'aide FEADER.

Article 4.2.1. Constitution et composition du Comité de programmation

Le GAL s'engage à constituer un comité de programmation dont la composition est annexée au règlement intérieur du comité de programmation.

Toute modification de cette composition fera l'objet d'une décision en comité de programmation qui sera notifiée à l'Autorité de gestion régionale dans un délai de 1 mois après la tenue du comité de programmation. Toute modification de la composition du comité de programmation doit être effectuée dans le respect de la disposition réglementaire selon laquelle aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection.

Le comité de programmation élabore un règlement intérieur dont les dispositions minimales, devant être obligatoirement reprises, figurent en annexe 6 à la présente convention. La répartition des tâches entre la structure porteuse du GAL et le comité de programmation du GAL est notamment précisée dans le règlement intérieur.

La proposition de règlement intérieur et toute modification devra être transmise, pour avis, à l'Autorité de gestion régionale en amont au comité de programmation.

Le GAL transmet le règlement intérieur dans un délai de 1 mois après la tenue du comité de programmation au cours duquel le règlement intérieur a été adopté ou modifié.

Article 4.2.2. Rôle du comité de programmation

Le comité de programmation du GAL élabore une procédure de sélection transparente et non discriminatoire destinée notamment à prévenir les situations de conflits d'intérêts et de prise illégale d'intérêts et garantit qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle ou n'influence les décisions de sélection.

Cette procédure de sélection se traduit par des critères de sélection préalablement définis, objectifs et identiques pour l'examen des projets, permettant d'évaluer la contribution de chaque projet à la réalisation des objectifs de la stratégie de développement local LEADER/DLAL.

Le comité de programmation du GAL procède à la sélection des projets conformément à la procédure de sélection approuvée, ainsi qu'au vote du montant de l'aide FEADER. Cette procédure est régie par les dispositions figurant dans le règlement intérieur du comité de programmation.

Le comité de programmation ne peut délibérer que si au moins 50% des membres votants du comité de programmation est présente et si au moins 50% des voix à exprimer lors du vote sur les décisions incombant au comité de programmation relève du collège privé.

Après chaque comité de programmation, le GAL s'engage à établir un compte-rendu de séance, signé par le Président du GAL et à le transmettre aux membres du comité de programmation et à l'Autorité de gestion régionale dans un délai d'un mois qui suit la tenue du comité de programmation.

Le Président du GAL est responsable de la mise en œuvre des décisions du comité de programmation. Il est le garant du respect des obligations communautaires relatives à la sélection et à la prévention et la gestion des conflits d'intérêts.

ARTICLE 5 : SUIVI – EVALUATION

La mise en œuvre de l'intervention LEADER par l'Autorité de gestion régionale et par le GAL est suivie notamment dans le cadre de l'évaluation et l'élaboration du rapport annuel de performance (RAP) du Plan stratégique national décliné au niveau régional. Une évaluation spécifique doit être conduite à l'initiative du GAL.

ARTICLE 6 : SYSTEME D'INFORMATION ET PROTECTION DES DONNEES

Article 6.1 : Système d'information

L'Autorité de gestion régionale met en place un système d'information pour tracer l'instruction et le contrôle des dossiers, pour la collecte, l'enregistrement et le stockage des données dans le respect des exigences de compatibilité et de sécurité précisées par l'organisme payeur. Ce système d'information devra être utilisé à toutes les étapes de gestion dans le respect de ces exigences. Il se traduit notamment par une dématérialisation du processus de gestion des aides.

En cas de subdélégation de tout ou partie des tâches d'instruction des demandes d'aide et des demandes de paiement dans le cadre de la délégation de tâches de l'organisme payeur à l'Autorité de gestion régionale, chaque membre de l'équipe technique du GAL est destinataire pour les missions le concernant, déterminées dans l'annexe 5 relative au circuit de gestion, des habilitations *ad hoc*. L'Autorité de gestion gère les habilitations du GAL.

Article 6.2 : Protection des données

Chaque partie s'engage à respecter le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et la loi « informatique et libertés » modifiée n° 78-17 du 6 janvier 2018 sur son périmètre d'intervention. Les modalités opérationnelles liées au respect de ces obligations légales et réglementaires seront précisées par l'Autorité de gestion.

ARTICLE 7 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrit dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée par la partie s'estimant lésée dans ses droits à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant les engagements non-tenus. Cet envoi doit être adressé concomitamment à l'ensemble des parties selon les mêmes délais et modalités.

En cas de résiliation, les dossiers ayant déjà fait l'objet d'un engagement juridique seront gérés jusqu'à leur terme selon les modalités de la présente convention.

Un bilan de la convention est dressé conjointement par l'ensemble des parties à la date de résiliation.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 05/05/2023, date correspondant à la date de notification du GAL et jusqu'au terme de la période de programmation du FEADER débutant en 2023.

ARTICLE 9 : LITIGES – CONTENTIEUX

Les parties privilégient la voie de la médiation en cas de litige.

En cas de contentieux, le Tribunal administratif de Lyon est compétent.

Fait à

Le

<p>La Présidente de la structure porteuse Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais</p> <p>Géraldine PFLIEGER</p>	<p>Le Président du Groupe d'Action Locale Nord des Alpes</p> <p>XXX XXX XXX</p>
<p>Le Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes</p>	

Annexes :

Annexe 1 : Territoire du GAL

Annexe 2 : Descriptif de la stratégie de développement local LEADER/DLAL

Annexe 3 : Plan d'action

Annexe 4 : Plan financier

Annexe 5 : Répartition des tâches GAL/AGR au niveau des étapes de gestion

Annexe 6 : Dispositions minimales obligatoires du règlement intérieur

Annexe 1 : Territoire du GAL

Nombre de communes : 120

Nombre de communes de plus de 10 000 habitants : 5

Nombre d'habitants : 309 882 (Insee, 2017)

Code INSEE	Noms des communes	Nombre d'habitants (données Insee 2017)	EPCI
74001	Abondance	1439	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74005	Allinges	4459	CA Thonon Agglomération
74013	Anthy-sur-Léman	2171	CA Thonon Agglomération
74014	Arâches-la-Frasse	1910	CC Cluses-Arve et Montagnes
74020	Armoy	1295	CA Thonon Agglomération
74024	Ayse	2145	CC Faucigny-Glières
74025	Ballaison	1470	CA Thonon Agglomération
74030	La Baume	309	CC du Haut-Chablais
74032	Bellevaux	1294	CC du Haut-Chablais
74033	Bernex	1352	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74034	Le Biot	572	CC du Haut-Chablais
74037	Boège	1765	CC de la Vallée Verte
74038	Bogève	1111	CC de la Vallée Verte
74041	Bonnevaux	277	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74042	Bonneville	12608	CC Faucigny-Glières
74043	Bons-en-Chablais	5631	CA Thonon Agglomération
74048	Brenthonne	1037	CA Thonon Agglomération
74049	Brizon	485	CC Faucigny-Glières
74050	Burdignin	628	CC de la Vallée Verte
74053	Cervens	1205	CA Thonon Agglomération
74056	Chamonix-Mont-Blanc	8611	CC de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc
74057	Champanges	1015	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74058	La Chapelle-d'Abondance	911	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74063	Châtel	1246	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74064	Châtillon-sur-Cluses	1245	CC des Montagnes du Giffre
74070	Chens-sur-Léman	2776	CA Thonon Agglomération
74073	Chevenoz	607	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74081	Cluses	17059	CC Cluses-Arve et Montagnes
74083	Combloux	2106	CC Pays du Mont-Blanc
74085	Les Contamines-Montjoie	1167	CC Pays du Mont-Blanc
74087	Contamine-sur-Arve	2083	CC Faucigny-Glières

Code INSEE	Noms des communes	Nombre d'habitants (données Insee 2017)	EPCI
74089	Cordon	973	CC Pays du Mont-Blanc
74091	La Côte-d'Arbroz	339	CC du Haut-Chablais
74099	Demi-Quartier	909	CC Pays du Mont-Blanc
74103	Domancy	2113	CC Pays du Mont-Blanc
74105	Douvaine	5948	CA Thonon Agglomération
74106	Drailant	859	CA Thonon Agglomération
74114	Essert-Romand	513	CC du Haut-Chablais
74119	Évian-les-Bains	9098	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74121	Excenevex	1104	CA Thonon Agglomération
74122	Faucigny	628	CC des Quatre Rivières
74126	Fessy	923	CA Thonon Agglomération
74127	Féternes	1418	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74128	Fillinges	3413	CC des Quatre Rivières
74129	La Forclaz	233	CC du Haut-Chablais
74134	Les Gets	1239	CC du Haut-Chablais
74139	Habère-Lullin	1010	CC de la Vallée Verte
74140	Habère-Poche	1465	CC de la Vallée Verte
74143	Les Houches	2943	CC de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc
74146	Larringes	1424	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74150	Loisin	1551	CA Thonon Agglomération
74154	Lugrin	2435	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74155	Lullin	799	CC du Haut-Chablais
74156	Lully	701	CA Thonon Agglomération
74157	Lyaud	1729	CA Thonon Agglomération
74159	Magland	3279	CC Cluses-Arve et Montagnes
74162	Marcellaz	1018	CC des Quatre Rivières
74163	Margencel	2145	CA Thonon Agglomération
74164	Marignier	6445	CC Faucigny-Glières
74166	Marin	1789	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74169	Marnaz	5521	CC Cluses-Arve et Montagnes
74171	Massongy	1494	CA Thonon Agglomération
74172	Maxilly-sur-Léman	1414	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74173	Megève	3036	CC Pays du Mont-Blanc
74174	Mégevette	581	CC des Quatre Rivières
74175	Meillerie	317	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74180	Messery	2134	CA Thonon Agglomération
74183	Mieussy	2340	CC des Montagnes du Giffre
74188	Montriond	905	CC du Haut-Chablais
74189	Mont-Saxonnex	1668	CC Cluses-Arve et Montagnes
74190	Morillon	662	CC des Montagnes du Giffre

Code INSEE	Noms des communes	Nombre d'habitants (données Insee 2017)	EPCI
74191	Morzine	2785	CC du Haut-Chablais
74196	Nancy-sur-Cluses	460	CC Cluses-Arve et Montagnes
74199	Nernier	380	CA Thonon Agglomération
74200	Neuvecelle	3048	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74203	Novel	48	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74205	Onnion	1293	CC des Quatre Rivières
74206	Orcier	981	CA Thonon Agglomération
74208	Passy	10902	CC Pays du Mont-Blanc
74209	Peillonex	1400	CC des Quatre Rivières
74210	Perrignier	1845	CA Thonon Agglomération
74212	Glières-Val-de-Borne	1798	CC Faucigny-Glières
74215	Praz-sur-Arly	1228	CC Pays du Mont-Blanc
74218	Publier	7148	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74221	Le Reposoir	522	CC Cluses-Arve et Montagnes
74222	Reyvroz	510	CC du Haut-Chablais
74223	La Rivière-Enverse	468	CC des Montagnes du Giffre
74226	Saint-André-de-Boège	542	CC de la Vallée Verte
74236	Saint-Gervais-les-Bains	5573	CC Pays du Mont-Blanc
74237	Saint-Gingolph	840	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74238	Saint-Jean-d'Aulps	1440	CC du Haut-Chablais
74240	Saint-Jean-de-Tholome	990	CC des Quatre Rivières
74241	Saint-Jeoire	3282	CC des Quatre Rivières
74249	Saint-Paul-en-Chablais	2412	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74252	Saint-Sigismond	589	CC Cluses-Arve et Montagnes
74256	Sallanches	16087	CC Pays du Mont-Blanc
74258	Samoëns	2458	CC des Montagnes du Giffre
74261	Saxel	484	CC de la Vallée Verte
74263	Sciez	6033	CA Thonon Agglomération
74264	Scionzier	8683	CC Cluses-Arve et Montagnes
74266	Servoz	999	CC de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc
74271	Seytroux	513	CC du Haut-Chablais
74273	Sixt-Fer-à-Cheval	769	CC des Montagnes du Giffre
74276	Taninges	3443	CC des Montagnes du Giffre
74278	Thyez	6198	CC Cluses-Arve et Montagnes
74279	Hollon-les-Mémises	793	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74281	Thonon-les-Bains	34754	CA Thonon Agglomération
74284	La Tour	1275	CC des Quatre Rivières
74286	Vacheresse	855	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74287	Vailly	910	CC du Haut-Chablais
74290	Vallorcine	400	CC de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc

Code INSEE	Noms des communes	Nombre d'habitants (données Insee 2017)	EPCI
74293	Veigy-Foncenex	3685	CA Thonon Agglomération
74294	Verchaix	752	CC des Montagnes du Giffre
74295	La Vernaz	337	CC du Haut-Chablais
74301	Villard	812	CC de la Vallée Verte
74304	Ville-en-Sallaz	905	CC des Quatre Rivières
74308	Vinzier	821	CC Pays d'Évian Vallée d'Abondance
74311	Viuz-en-Sallaz	4374	CC des Quatre Rivières
74312	Vougy	1561	CC Faucigny-Glières
74315	Yvoire	993	CA Thonon Agglomération
TOTAL		309 882 habitants	

Annexe 2 : Descriptif de la stratégie de développement local LEADER/DLAL

LE TERRITOIRE ET LA STRATEGIE

Le GAL du Nord des Alpes est composé de 10 EPCI qui ont choisi de travailler ensemble pour déposer une candidature auprès du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes afin de participer au programme européen LEADER 2023-27. Les similitudes géographiques et culturelles, l'étroite collaboration qui existe déjà entre certains EPCI du groupement et la motivation de l'ensemble des EPCI pour mettre en œuvre un projet de territoire commun forment les bases d'un GAL cohérent.

Synthèse du diagnostic : les besoins et enjeux du territoire

Des milieux naturels, agricoles et sylvicoles à préserver et à valoriser dans le cadre d'activités économiques durables

Les milieux naturels, agricoles et sylvicoles font partie intégrante du patrimoine local. Ils sont à la fois le support d'activités économiques caractéristiques (agriculture, tourisme, etc.) et en développement (circuits courts, économie circulaire, etc.), et participent à la qualité du cadre de vie. Cependant, ces milieux sont menacés et risquent de se dégrader, que ce soit à cause des impacts du changement climatique (en particulier impacts sur la forêt), de l'urbanisation consommatrice de surfaces naturelles ou agricoles, ou à cause des effets d'une fréquentation non maîtrisée.

En parallèle, il est indispensable que les activités économiques s'adaptent, afin que leur développement se fasse dans le respect des milieux et ressources, et plus largement s'inscrivent dans une démarche de développement durable. Ainsi, la filière bois local peut contribuer à la fourniture locale de matériaux et d'énergie et s'inscrire ainsi dans une démarche de circuit court et d'économie circulaire, tout comme l'agriculture et les produits alimentaires qui en sont issus.

Ces filières contribuent au maintien d'emplois locaux, favorisent l'entretien des milieux et participent à la richesse du patrimoine culturel local. Elles peuvent également contribuer à déployer un modèle de tourisme au service du développement du territoire, valorisant la production locale, respectueux de l'environnement et des ressources (sobriété énergétique, impact moindre sur les milieux, etc.).

Une attractivité du territoire à renforcer et à adapter

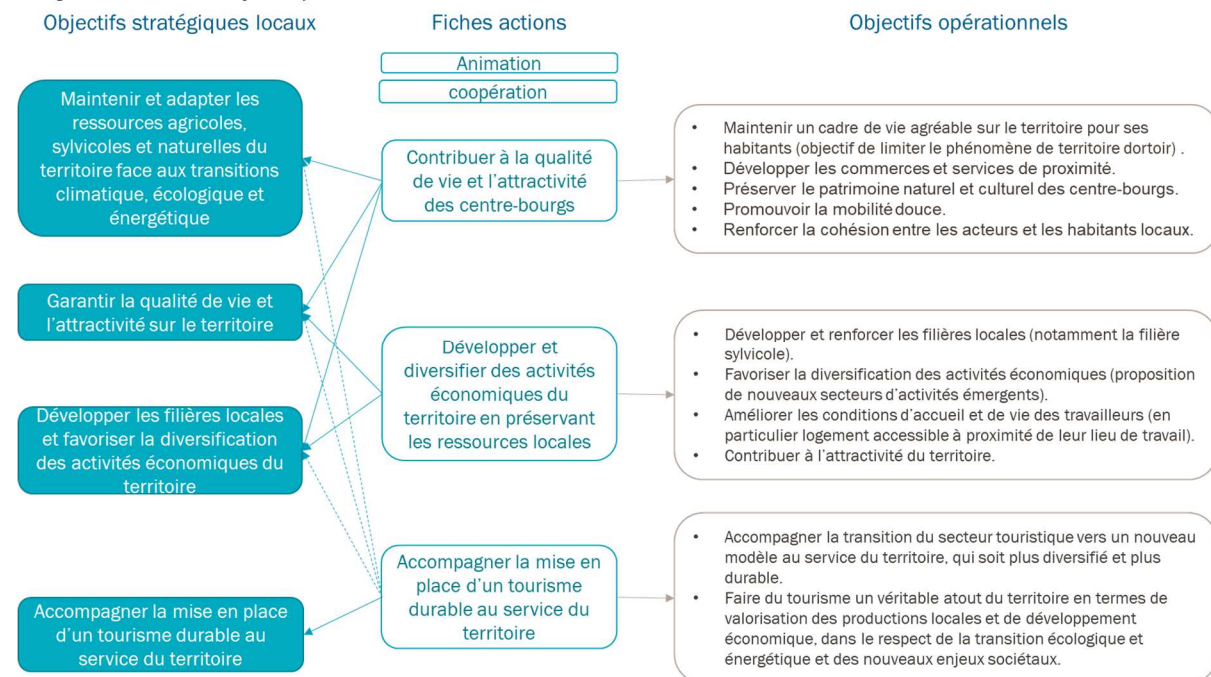
Le territoire est fortement marqué par l'attraction de la métropole genevoise. Celle-ci représente à la fois un atout, par le bassin de consommation et de richesse qu'elle constitue, et une contrainte, par l'influence qu'elle a sur les prix de l'immobilier, la concurrence en termes d'emplois et d'activités culturelles, la dynamique de « territoire dortoir » à laquelle elle contribue. Le même constat peut être fait concernant le caractère frontalier du territoire : zone de passage et pollution induite, mais également vecteur de coopération.

Il s'agit donc de tirer parti des atouts que représentent Genève et les territoires frontaliers, tout en luttant contre les effets délétères de cette attractivité. Ainsi, on pourra s'appuyer sur ces bassins de consommation proches pour valoriser les produits agricoles ou sylvicoles (notamment) issus de l'économie locale. Le Valais ou le Val d'Aoste peuvent également constituer des partenaires privilégiés pour des actions de coopération.

En parallèle, il s'agit de maintenir le dynamisme des centres bourgs, à travers par exemple le maintien des services à la population ou la proposition d'activités culturelles de proximité. La pérennisation des emplois locaux constitue également un objectif clef. Cela peut passer par l'amélioration des conditions actuelles d'emploi (meilleure accessibilité des logements, organisation à l'année des emplois saisonniers, amélioration du réseau de transport local, valorisation du métier d'agriculteur, etc.), mais également par un élargissement des propositions, en adéquation avec les nouvelles pratiques et activités (télétravail, entrepreneuriat, etc.), en proposant par exemples des lieux d'accueil adaptés (tiers lieux à vocation économique et/ou d'emploi formation, zones d'activité, etc.).

La stratégie du territoire

Diagramme des objectifs



Lien urbain/rural

La stratégie du GAL cible en priorité les zones rurales, qui constituent la majorité du territoire du GAL, et nécessitent prioritairement de projets et d'investissements. Mais il est indispensable de laisser la possibilité aux communes de plus de 10 000 habitants de porter des projets qui, par leur rayonnement, bénéficieraient également aux zones rurales voisines, notamment face à l'attraction du bassin genevois (valorisation des matières premières locales, des produits artisanaux, bassin d'emploi local, etc.). Ainsi, pour les projets situés au sein des communes de plus de 10 000 habitants, un argumentaire devra être fourni par le porteur de projet et validé par le comité de programmation du GAL pour justifier de la contribution du projet aux communes rurales environnantes.

ANNEXE 3 - FICHES-ACTIONS MOBILISEES PAR LE GAL

FICHE-ACTION	N°1	Contribuer à la qualité de vie et l'attractivité des centres-bourgs
--------------	-----	---

1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

Type d'intervention	Coopération (Article 77 du Règlement [UE] RPS)
Intervention PSN	77.05 - LEADER
Objectifs spécifiques européens	OS E - Ressources naturelles OS H - Développement local
Priorité régionale FEADER 23-27	P5 - Favoriser l'attractivité des zones rurales et la relocalisation de leur économie, en préservant les ressources naturelles et en relevant le défi du changement climatique
N° Version	V1
Date d'effet	Date de signature de la présente convention
Thématique(s) régionale(s)	- Revitaliser les centres-bourgs via une approche stratégique et participative permettant de renforcer leur rôle de centralité en milieu rural. - Favoriser l'accès à l'emploi et renforcer la création de la valeur ajoutée par le maintien et le développement de nouvelles activités en s'appuyant sur les ressources et les compétences locales.

1.1 CONTEXTE

Le territoire est fortement marqué par l'attraction de la métropole genevoise et par son caractère touristique qui favorisent l'inadéquation de l'offre de commerces et de services de proximité avec les besoins des habitants, ainsi que le phénomène de « territoire dortoir ». Il s'agit donc de dynamiser les initiatives économiques et culturelles des centres-bourgs pour améliorer la qualité de vie des habitants, leur permettre de travailler, se nourrir, se loger, se divertir, se déplacer dans les centre-bourgs et cela toute l'année.

Les patrimoines naturels et culturels des centres-bourgs participent également à offrir un cadre de vie appréciable et attractif pour les habitants du territoire. Il s'agit donc de contribuer à leur préservation et valorisation, notamment face à une pression d'urbanisation grandissante.

1.2 OBJECTIFS

Objectifs stratégiques

- Garantir la qualité de vie et renforcer l'attractivité des centres-bourgs du territoire

Objectifs opérationnels

- Développer les commerces et services de proximité en centre-bourg ;
- Préserver le patrimoine naturel et culturel des centre-bourgs ;
- Promouvoir la mobilité douce en centre-bourg ;
- Appuyer les initiatives renforçant la coordination et la cohésion entre les acteurs et les habitants locaux.

1.3 EFFETS ATTENDUS

Nous aurons réussi si ...

- Les centres-bourgs ruraux conserve leur population, voire attire une population active, qui contribue à la richesse économique et aux activités locales ;
- Les centres-bourgs conservent un cadre de vie agréable avec son caractère de naturalité et de ruralité face à l'urbanisation et l'artificialisation.

1.4 PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

Les critères de sélection des projets étudiés dans le cadre de LEADER intègrent les enjeux de la transition écologique et énergétique afin de valoriser les initiatives qui contribuent le plus à ces derniers.

Cette fiche action participe également à la transition écologique en soutenant la valorisation et la préservation des ressources naturelles locales et de la biodiversité des centres-bourgs (y compris sensibilisation), ainsi que la mise en place de projets de l'économie circulaire. Les actions autour du maintien d'activités commerciales ou artisanales pourront contribuer à la limitation de l'utilisation de foncier à travers la réutilisation des locaux existants. Elle soutient également la transition énergétique du territoire, en encourageant le développement des mobilités douces au sein des centre-bourgs.

1.5 PLUS-VALUE LEADER

Cette fiche action permet de soutenir des initiatives innovantes (outils, dispositifs, gouvernance, etc.) pour répondre de manière spécifique et localisée aux problématiques que rencontrent les centres-bourgs du territoire. Le caractère innovant des projets est intégré dans les critères de sélection des projets.

Elle contribue également au renforcement de la cohésion locale à travers notamment le soutien aux approches collaboratives et participatives, à la mutualisation des initiatives et des services, la coopération, la mise en réseau des acteurs et à la création de lieux dédiés. La mise en réseau des acteurs est intégrée dans les critères de sélection des projets.

L'approche ascendante de LEADER permet de soutenir des projets adaptés finement aux problématiques et enjeux propres à chaque centre-bourg, en cohérence avec la stratégie générale du territoire. L'ingénierie propre à LEADER permet également d'accompagner une large variété de porteurs de projet du territoire, aussi bien publics que privés, notamment de petits porteurs qui accèderaient sinon plus difficilement à un soutien.

2. DESCRIPTION DES ACTIONS SOUTENUES

2.1 DESCRIPTION DU TYPE D'OPERATION

➤ Sous-action 1.1 : Développer des commerces et des services de proximité dans les centres-bourgs

- Etudes et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux, acquisition de matériels et équipements, élaboration d'outils, de services numériques et de plans d'actions visant à la création, au maintien, et au développement de commerces et de services en centres-bourgs ;
- Études et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux, acquisition de matériels et équipements, actions d'animation, de communication visant à la création, au maintien, et au développement de l'offre culturelle, artistique, sportive ou de loisirs, à destination des résidents dans les centres-bourgs ;
- Actions de création et de diffusion culturelle et artistique ;
- Études et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux, acquisition de matériels et équipements, élaboration d'outils, de services numériques, de plans d'actions, visant l'émergence ou le maintien d'activités de l'économie circulaire, de ressourceries, d'activités de réparation, de dispositifs de collecte/recyclage ;
- Actions d'animation, de communication, de formation à destination d'élus ou de techniciens, visant à encourager et promouvoir des initiatives en matière d'économie circulaire en centre-bourgs ;
- Actions d'animation, de communication, de promotion, de commercialisation et de mise en réseau d'acteurs, favorisant l'accès à une alimentation locale pour les habitants des centres-bourgs ;

➤ Sous-action 1.2 : Préserver le patrimoine naturel et culturel, renforcer la cohésion sociale en centre-bourgs

- Études et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux, acquisition de matériels et d'équipements, actions d'animation et de communication visant au maintien, à la préservation ou à la promotion des ressources naturelles des centres-bourgs ;
- Études et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux, acquisition de matériels et d'équipements, actions d'animation et de communication visant au maintien, à la préservation ou à la promotion du patrimoine culturel au sein des centres-bourgs ;
- Mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux, acquisition de matériels et d'équipements, création d'outils et de services numériques, actions d'animation et de communication permettant de faciliter la rencontre entre les habitants et de renforcer la cohésion sociale dans les centres-bourgs ;

➤ Sous-action 1.3 : Renforcer la mobilité douce des centres-bourgs

- Études et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux, acquisition de matériels et équipements visant la création, la rénovation, ou l'aménagement de solutions de mobilité douce au sein des centres-bourgs ;
- Études et expertises sur les usages, les solutions de mobilité douce visant l'amélioration de l'état de connaissances sur les enjeux de mobilité du territoire ;

- Création d'outils et de services numériques, cartographie des pistes cyclables, actions d'animation, de communication, de promotion et de formation favorisant l'usage de mobilités douces ;

2.2 BENEFCIAIRES

Toute personne physique ou morale

Sont inéligibles :

- Les bénéficiaires définis comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » ;
- Les indivisions ;

2.3 DEPENSES

➤ Dépenses éligibles

Toute dépense directement liée à l'opération (hormis les dépenses indirectes), dans le respect des conditions suivantes :

Les dépenses peuvent être prises en charge au réel pour toutes dépenses (matérielles et immatérielles) directement liées à l'opération y compris :

- Le matériel d'occasion selon les conditions précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » ;
- Les dépenses de déplacement de personnes non rémunérées par la structure ou les dépenses de déplacement hors France métropolitaine
- Tout devis ou facture inférieur à 100 € HT

Les dépenses peuvent être prises en compte sous forme de coûts simplifiés conformément au document « Les règles communes à toutes les aides FEADER ».

➤ Dépenses inéligibles

Pour l'ensemble de la Fiche action n°1

- Les dépenses définies comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »
- Les véhicules standards (utilitaires, remorques) sans aménagement spécifique

Pour la sous-action n°1.1

- Dépenses relatives au foncier à vocation commercial
- Achat de locaux

Pour la sous-action n°1.2

- Dépenses liées à la construction / rénovation de bâtiments en bois local

2.4 CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Les conditions d'éligibilité sont définies dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »

Conditions d'éligibilité spécifiques	Modalité de vérification
Les projets dont la localisation se situe dans une commune de 10 000 habitants ou plus sont éligibles à condition qu'ils bénéficient à la zone rurale (territoire du GAL hors commune de plus de 10 000 habitants)	Un argumentaire devra être fourni par le porteur de projet et validé par le comité de programmation du GAL <i>Vérification à la demande d'aide</i>

Pour les projets relatifs à la fiche action 1, la localisation du projet doit se situer dans une commune éligible.	La liste des communes éligibles est définie en annexe de l'appel à projets/candidatures. <i>Vérification à la demande d'aide</i>
Pour les projets relatifs à la fiche action 1, la localisation du projet doit se situer au « cœur du bourg ».	Un argumentaire, et un plan de situation, devront être fournis par le porteur de projet et validés par le comité de programmation du GAL. <i>Vérification à la demande d'aide</i>

2.5 TYPE DE SOUTIEN

L'aide est accordée sous forme de subvention directe déterminée sur la base des dépenses éligibles retenues.

Une avance sur l'aide peut être versée aux bénéficiaires dont les modalités sont précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »

2.6 MONTANT ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximum d'aides publiques : 100 %, dans le respect de la réglementation des régimes d'aides d'Etat en vigueur.

Pour les dépenses d'investissements, les taux d'aide maximum fixés dans l'article 73 du Règlement (UE) 2021/2115 devront être respectés.

Taux de cofinancement FEADER : 80%.

Plancher de dépenses éligibles retenues après instruction : 5 000,00 € HT

2.7 LIGNES DE PARTAGE

Un projet éligible à un autre dispositif européen (notamment FEADER/FEDER/FSE) ne pourra pas être soutenu au titre du programme LEADER, sauf si le dispositif n'est définitivement plus opérationnel (fermé, insuffisance de crédits).

A titre indicatif, les dispositifs européens suivant sont susceptibles de faire l'objet d'une ligne de partage, qui sera précisée dans les AAP/AAC :

- Autres FA du GAL
- FEADER :
- PO FEDER/FSE
- POI FEDER Massif des Alpes

2.8 REGLES EN MATIERE D'AIDE D'ETAT

Selon le cas, l'aide peut :

- Être en dehors du champ des aides d'Etat ;
- Relever de l'article 42 du TFUE ;
- Être soumise à un régime d'aides d'Etat ; dans ce cas, les taux d'aide mentionnés ci-dessus sont plafonnés par les règles des régimes d'aides d'Etat en vigueur ; seront mobilisés :
 - Tous régimes d'aides d'Etat autorisés notifiés ou exemptés, notamment le régime pris en application des articles 19 et 19bis du Règlement UE 2021/1237 (RGEC)
 - Règlements de minimis.

3. PRINCIPES APPLICABLES A L'ETABLISSEMENT DES CRITERES DE SELECTION

Les principes de sélections sont basés sur les sept concepts clés du programme LEADER déclinés à l'échelle du GAL, à savoir :

- La cohérence avec la stratégie locale de développement, élaborée de manière ascendante par un partenariat public / privé
- L'innovation
- La mise en réseau d'acteurs et la coopération avec d'autres territoires

Ces principes respectent également les orientations régionales du PSN et la thématique régionale transversale du LEADER : prendre en compte les enjeux de transition énergétique et écologique.

Les modalités de sélection seront précisées au travers d'une grille de sélection, qui sera publiée avec chaque Appel à projets / Appel à candidatures.

4. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION

4.1 DEFINITIONS TRANSVERSALES

Définition du centre-bourg : Une commune est considérée comme étant un « centre-bourg » si elle dispose, sur son territoire, d'équipements de service à la population et/ou de commerces. Cette définition s'appuie sur la base de données de l'INSEE sur le « Dénombrement des équipements ». A partir de cette classification, les communes « centre-bourg » éligible au LEADER 2023-2027 du GAL du Nord des Alpes doivent obligatoirement avoir :

- Des équipements listés en A2 (Service généraux) à A5 (autres services à la population) ou en B (Commerce) ;
- Les communes ayant uniquement des équipements listés en A3 (Services automobile) et/ou A4 (artisanat du bâtiment) sont exclues de cette définition de « centre-bourg ».

4.2 MODALITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES

- Appel à candidatures annuels ou pluriannuels
- Appel à projets

4.3 COFINANCEMENTS PUBLICS NATIONAUX PRESENTIS A TITRE INDICATIF

COFINANCEUR PUBLIC NATIONAL	DISPOSITIFS
Organisme d'Etat	NR
Région AuRA	<ul style="list-style-type: none"> • Contrat Région • Bonus ruralité • Contrat Région Ville • Financer l'investissement commerce de proximité
Département de la Haute Savoie	<ul style="list-style-type: none"> • Contrats Départementaux d'Avenir et de Solidarité • Plan ruralité • Investissement culturel • Politique vélo
Collectivité locales	En cours de formulation

5. QUESTIONS EVALUATIVES, INDICATEURS DE PERFORMANCE

5.1 QUESTIONS EVALUATIVES ET INDICATEURS SPECIFIQUES RELATIFS A L'EVALUATION DE LA STRATEGIE DU GAL

- Dans quelle mesure les projets soutenus à travers la fiche action 1 ont-ils permis de renforcer et développer l'offre de commerces et de services de proximité ? (Sous-action 1.1)
- Dans quelle mesure les projets soutenus à travers la fiche action 1 ont-ils contribué à améliorer le cadre de vie des habitants (patrimoine naturel et culturel) ? (Sous-action 1.2)
- Dans quelle mesure les projets soutenus à travers la fiche action 1 ont-ils contribué à améliorer la proposition de services de mobilité douce ? (Sous-action 1.3)
- En quoi les actions soutenues à travers la fiche action 1 ont-elles permis d'améliorer la qualité de vie et l'attractivité du territoire du territoire ?

	INDICATEURS	OBJECTIF
INDICATEURS DE REALISATION	Nombre de projets soutenus par la fiche action n°1	12 projets
	Nombre de projets soutenus qui développent les commerces et/ou les services de proximité dans les centres-bourgs	4 projets
	Nombre de projets, équipements, soutenus qui préservent le patrimoine naturel et culturel des centre-bourgs	4 projets
	Nombre de projets soutenus qui renforcent la mobilité douce des centres-bourgs	4 projets
INDICATEURS DE RESULTAT	Population rurale concernée par les projets soutenus par la fiche action 1 (population des communes concernées par tous les projets soutenus)	93 000 habitants
	Population rurale ayant accès aux commerces et/ou aux services de proximité dans les centre-bourgs	31 000 habitants
	Population rurale ayant accès aux nouveaux équipements du patrimoine naturel et culturels des centre-bourgs	31 000 habitants
	Population rurale bénéficiant des nouvelles solutions de mobilité douce dans les centre-bourgs	31 000 habitants

5.2 INDICATEURS DE PERFORMANCE (EN APPLICATION DE L'INTERVENTION 77.05 DU PSN)

Indicateurs de résultats	Règle / justificatif
R.37 : Nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide	Nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide
R.39 : Nombre d'entreprises du secteur de l'économie rurale ayant reçu une aide pour leur développement	Tout type d'entreprise (sens droit européen) – hors projets de production agricole

FICHE-ACTION	N°2	Développer et diversifier des activités économiques du territoire en préservant les ressources locales
---------------------	------------	---

1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

Type d'intervention	Coopération (Article 77 du Règlement [UE] RPS)
Intervention PSN	77.05 - LEADER
Objectifs spécifiques européens	OS E - Ressources naturelles OS H - Développement local
Priorité régionale FEADER 23-27	P5 - Favoriser l'attractivité des zones rurales et la relocalisation de leur économie, en préservant les ressources naturelles et en relevant le défi du changement climatique
N° Version	V1
Date d'effet	Date de signature de la présente convention
Thématique(s) régionale(s)	- Favoriser l'accès à l'emploi et renforcer la création de la valeur ajoutée par le maintien et le développement de nouvelles activités en s'appuyant sur les ressources et les compétences locales.

1.1 CONTEXTE

L'économie du territoire est principalement tournée vers le tertiaire et en particulier vers le secteur touristique. L'enjeu est d'accompagner le développement de nouvelles activités économiques et de nouvelles modalités de travail pour limiter la dépendance du territoire au secteur touristique et accompagner la transition des activités économiques vers une plus grande durabilité. En particulier, la filière sylvicole est en cours de développement dans le territoire, elle représente un vivier d'emplois et une opportunité intéressante de valorisation des ressources locales, en particulier dans une démarche de transition écologique et énergétique (construction bois, et bois-énergie). Par ailleurs, la majorité des actifs du territoire travaillent dans une commune différente de celle de leur résidence. Les prix très élevés du foncier, ainsi que le manque de logements, constituent des freins importants pour l'installation de nouvelles entreprises et pour l'embauche de main d'œuvre locale.

1.2 OBJECTIFS

Objectifs stratégiques

- Maintenir et adapter les ressources agricoles, sylvicoles et naturelles du territoire face aux transitions climatique, écologique et énergétique ;
- Développer les filières locales et favoriser la diversification des activités économiques du territoire ;
- Garantir la qualité de vie des travailleurs et renforcer l'attractivité du territoire ;

Objectifs opérationnels

- Soutenir le développement de la filière sylvicole du territoire ;
- Soutenir l'émergence et le développement de nouvelles pratiques et activités économiques
- Améliorer les conditions d'accueil et de vie des travailleurs ;

1.3 EFFETS ATTENDUS

Nous aurons réussi si ...

- Les ressources agricoles, sylvicoles et naturelles sont préservées et valorisées à travers des activités économiques locales durables, qui contribuent à la transition énergétique
- Un emploi dynamique et varié est conservé et développé sur le territoire, notamment lié aux filières locales (sylvicoles, artisanat, industrie) et en lien avec la transition écologique et énergétique
- Les conditions d'accueil des travailleurs sur le territoire sont améliorées

1.4 PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

Les critères de sélection des projets étudiés dans le cadre de LEADER intègrent les enjeux de la transition écologique et énergétique afin de valoriser les initiatives qui contribuent le plus à ces derniers.

De plus, cette fiche action vise à limiter les effets négatifs des activités économiques sur les ressources naturelles et énergétiques du territoire, en accompagnant les entreprises dans l'évolution de leurs activités vers une plus grande durabilité et en favorisant le rapprochement des employés de leur lieu de travail, afin de réduire les trajets domicile-travail.

Le soutien à la filière bois contribue également au développement d'activité à faible bilan carbone et à la valorisation de ressources locales, à travers les possibilités que cette filière offre en termes de fourniture de matière première d'origine locale pour la construction, de construction durable en bois, et de fourniture d'énergie renouvelable (bois énergie).

1.5 PLUS-VALUE LEADER

Cette fiche action a pour objectif d'encourager l'innovation auprès des acteurs économiques pour adapter les filières locales aux nouveaux enjeux des transitions climatiques, écologiques et énergétiques. Il s'agit également de développer de nouvelles filières et de nouvelles manières de travailler sur le territoire, en réponse aux nouvelles attentes et orientations de la société. Le caractère innovant des projets est intégré dans les critères de sélection des projets.

Elle contribue également au renforcement de la mise en réseau d'acteurs à travers notamment des approches collaboratives et participatives, de la mutualisation des initiatives, de la coopération et de la création de lieux dédiés.

Les partenariats public/privés sont également encouragés au travers de cette fiche action, en particulier en ce qui concerne l'accès au foncier pour les entreprises et aux logements pour les travailleurs. La mise en réseau des acteurs est intégrée dans les critères de sélection des projets.

2. DESCRIPTION DES ACTIONS SOUTENUES

2.1 DESCRIPTION DU TYPE D'OPERATION

➤ Sous-action 2.1 : Renforcer la filière sylvicole locale

- Actions visant la promotion du bois local :
 - Études et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux visant à la construction ou la rénovation de bâtiments en bois local ;
 - Études et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux pour des lieux de stockage de bois énergie ou de grume ;
 - Études et expertises, actions d'animation et de communication, permettant l'accompagnement des entreprises pour la labélisation bois local (BQS ou Bois des Alpes) ;
 - Études et expertises, actions d'animation et de communication pour la promotion du bois local et des acteurs locaux de la filière ;
- Études et expertises, actions d'animation et de communication, élaboration d'outils, de plan d'actions, de schémas portant sur la gestion des espaces forestiers ou des espaces à préserver, ainsi que sur la restructuration foncière ;
- Études et expertise, actions d'animation et de communication, réalisation de plans d'actions/états des lieux, opérations d'aménagement et travaux visant l'adaptation de la forêt au changement climatique ;

➤ Sous-action 2.2 : Développer de nouvelles pratiques et activités économiques

- Études et expertises, actions d'animation, de communication, et de formation en matière d'innovation et d'entrepreneuriat, création d'outils et de services numériques favorisant les initiatives et le développement de nouvelles activités économiques ;
- Études et expertises, actions d'animation, de communication, création d'outils et de services numériques, favorisant la mise en réseau, la facilitation des échanges et la mutualisation entre les acteurs économiques ;
- Études et expertises, actions d'animation et de communication, mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux, acquisition de matériels et d'équipements visant à réduire l'impact des activités économiques sur les ressources locales, et à promouvoir l'économie circulaire, la transition écologique et les énergies renouvelables locales auprès des acteurs économiques ;
- Mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux, acquisition de matériels et d'équipements pour la création ou le développement d'espaces partagés de travail de type coworking visant à faciliter la mise en place de nouvelles manières de travailler ;
- Études et expertises, actions d'animation et de communication, de formation, d'élaboration d'outils, de plans d'actions et de stratégies visant à faciliter l'accès et la gestion du foncier local ;
- Études et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, aménagements et travaux, acquisition de matériels et équipements, dans le cadre d'opérations de réhabilitation ou de reconversion des bâtiments pour un usage économique ;
- Actions d'animation et de communication visant à la création de Comité Local d'Installation Foncière ;

➤ **Sous-action 2.3 : Renforcer l'attractivité du territoire pour les travailleurs**

- Études et expertises, actions d'animation et de communication, élaboration d'outils et de services numériques, de plans d'actions ou de stratégies visant à faciliter la mise en réseau entre employeurs locaux et main d'œuvre locale ou saisonnière et l'adéquation entre les besoins des employeurs et des travailleurs ;
- Études et expertises, mission de maîtrise d'œuvre, élaboration d'outils, de plans d'actions et de stratégies, aménagements et travaux, acquisition de matériels et d'équipements visant à mettre en place des dispositifs associant recrutement et logement, et à réhabiliter des bâtiments en logements pour les rendre accessible aux travailleurs locaux et les saisonniers ;

2.2 BÉNÉFICIAIRES

Toute personne physique ou morale

Sont inéligibles :

- Les bénéficiaires définis comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » ;
- Les indivisions ;

2.3 DEPENSES

➤ **Dépenses éligibles**

Toute dépense directement liée à l'opération (hormis les dépenses indirectes), dans le respect des conditions suivantes :

Les dépenses peuvent être prises en charge au réel pour toutes dépenses (matérielles et immatérielles) directement liées à l'opération y compris :

- Le matériel d'occasion selon les conditions précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » ;
- Les dépenses de déplacement de personnes non rémunérées par la structure ou les dépenses de déplacement hors France métropolitaine
- Tout devis ou facture inférieur à 100 € HT

Les dépenses peuvent être prises en compte sous forme de coûts simplifiés conformément au document « Les règles communes à toutes les aides FEADER ».

➤ **Dépenses inéligibles**

Pour l'ensemble de la Fiche action n°2 :

- Les dépenses définies comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »
- Les véhicules standards (utilitaires, remorques) sans aménagement spécifique

Pour la sous-action n°2.2 :

- Investissements pour des systèmes de production d'énergie renouvelable (y compris les dépenses inéligibles au FEDER)

Pour la sous-action n°2.3 :

- Achat de foncier
- Dépenses liées aux hébergements touristiques

2.4 CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Les conditions d'éligibilité sont définies dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »

Conditions d'éligibilité spécifiques	Modalité de vérification
Les projets dont la localisation se situe dans une commune de 10 000 habitants ou plus sont éligibles à condition qu'ils bénéficient à la zone rurale (territoire du GAL hors commune de plus de 10 000 habitants)	Un argumentaire devra être fourni par le porteur de projet et validé par le comité de programmation du GAL <i>Vérification à la demande d'aide</i>

2.5 TYPE DE SOUTIEN

L'aide est accordée sous forme de subvention directe déterminée sur la base des dépenses éligibles retenues.

Une avance sur l'aide peut être versée aux bénéficiaires dont les modalités sont précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »

2.6 MONTANT ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximum d'aides publiques : 100 %, dans le respect de la réglementation des régimes d'aides d'Etat en vigueur.

Pour les dépenses d'investissements, les taux d'aide maximum fixés dans l'article 73 du Règlement (UE) 2021/2115 devront être respectés.

Taux de cofinancement FEADER : 80%.

Plancher de dépenses éligibles retenues après instruction : 5 000,00 € HT

2.7 LIGNES DE PARTAGE

Un projet éligible à un autre dispositif européen (notamment FEADER/FEDER/FSE) ne pourra pas être soutenu au titre du programme LEADER, sauf si le dispositif n'est définitivement plus opérationnel (fermé, insuffisance de crédits).

A titre indicatif, les dispositifs européens suivant sont susceptibles de faire l'objet d'une ligne de partage, qui sera précisée dans les AAP/AAC :

- Autres FA du GAL
- FEADER :
- PO FEDER/FSE
- POI FEDER Massif des Alpes

2.8 REGLES EN MATIERE D'AIDE D'ETAT

Selon le cas, l'aide peut :

- Être en dehors du champ des aides d'Etat ;

- Relever de l'article 42 du TFUE ;
- Être soumise à un régime d'aides d'Etat ; dans ce cas, les taux d'aide mentionnés ci-dessus sont plafonnés par les règles des régimes d'aides d'Etat en vigueur ; seront mobilisés :
 - Tous régimes d'aides d'Etat autorisés notifiés ou exemptés, notamment le régime pris en application des articles 19 et 19bis du Règlement UE 2021/1237 (RGEC)
 - Règlements de minimis.

3. PRINCIPES APPLICABLES A L'ETABLISSEMENT DES CRITERES DE SELECTION

Les principes de sélections sont basés sur les sept concepts clés du programme LEADER déclinés à l'échelle du GAL, à savoir :

- La cohérence avec la stratégie locale de développement, élaborée de manière ascendante par un partenariat public / privé
- L'innovation
- La mise en réseau d'acteurs et la coopération avec d'autres territoires

Ces principes respectent également les orientations régionales du PSN et la thématique régionale transversale du LEADER : prendre en compte les enjeux de transition énergétique et écologique.

Les modalités de sélection seront précisées au travers d'une grille de sélection, qui sera publiée avec chaque Appel à projets / Appel à candidatures.

4. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION

4.1 MODALITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES

- Appel à candidatures annuels ou pluriannuels
- Appel à projets

4.2 COFINANCEMENTS PUBLICS NATIONAUX MOBILISABLES A TITRE INDICATIF

COFINANCEUR PUBLIC NATIONAL	DISPOSITIFS
Organisme d'Etat	NR
Région AuRA	<ul style="list-style-type: none"> • Contrat Région • Bonus ruralité • Contrat Région Ville • Financer l'investissement commerce de proximité
Département de la Haute Savoie	<ul style="list-style-type: none"> • Politique agricole et forestière • Plan ruralité
Collectivité locales	En cours de formulation

5. QUESTIONS EVALUATIVES, INDICATEURS DE PERFORMANCE

5.1 QUESTIONS EVALUATIVES ET INDICATEURS SPECIFIQUES RELATIFS A L'EVALUATION DE LA STRATEGIE DU GAL

- Dans quelle mesure les projets soutenus à travers la fiche action 2 ont-ils permis de renforcer la filière bois locale ? (Sous-action 2.1)
- Dans quelle mesure les projets soutenus à travers la fiche action 2 ont-ils permis de développer de nouvelles pratiques et activités économiques ? (Sous-action 2.2)
- Dans quelle mesure les projets soutenus à travers la fiche action 2 ont-ils permis d'améliorer l'attractivité du territoire pour les travailleurs et l'employabilité de main d'œuvre locale et saisonnière ? (Sous-action 2.3)
- En quoi LEADER a été un levier et/ou un facilitateur pour la création d'emplois et de structures économiques en lien avec des filières économiques locales et durables ?
- En quoi les outils et structures développés dans le cadre de LEADER ont contribué à répondre aux enjeux des différentes transitions (écologique, énergétique, climatique) ?

	INDICATEURS	OBJECTIF
INDICATEURS DE REALISATION	Nombre de projets soutenus par la fiche action n°2	12 projets
	Nombre de projets, équipements, services, activités, etc., soutenus qui renforcent la filière sylvicole locale	4 projets
	Nombre de projets soutenus qui développent de nouvelles pratiques et/ou de nouvelles activités économiques mises en œuvre sur le territoire	4 projets
	Nombre de projets soutenus qui renforcent l'attractivité du territoire pour les travailleurs	4 projets
INDICATEURS DE RESULTAT	Population rurale concernée par les projets soutenus par la fiche action 2 (population des communes concernées par tous les projets soutenus)	93 000 habitants
	Population rurale concernée par les nouveaux projets d'équipements, de services, d'activités, etc., de la filière sylvicole locale	31 000 habitants
	Population rurale concernées par les nouvelles pratiques et/ou les nouvelles activités économiques mises en œuvre sur le territoire	31 000 habitants
	Population rurale bénéficiant des nouvelles solutions mises en place pour renforcer l'attractivité du territoire	31 000 habitants

5.2 INDICATEURS DE PERFORMANCE (EN APPLICATION DE L'INTERVENTION 77.05 DU PSN)

Indicateurs de résultats	Règle / justificatif
R.37 : Nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide	Nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide
R.39 : Nombre d'entreprises du secteur de l'économie rurale ayant reçu une aide pour leur développement	Tout type d'entreprise (sens droit européen) – hors projets de production agricole

ANNEXE 3 - FICHES-ACTIONS MOBILISEES PAR LE GAL

FICHE-ACTION	N°3	Accompagner la mise en place d'un tourisme durable au service du territoire
--------------	-----	---

1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

Type d'intervention	Coopération (Article 77 du Règlement [UE] RPS)
Intervention PSN	77.05 - LEADER
Objectifs spécifiques européens	OS E - Ressources naturelles OS H - Développement local
Priorité régionale FEADER 23-27	P5 - Favoriser l'attractivité des zones rurales et la relocalisation de leur économie, en préservant les ressources naturelles et en relevant le défi du changement climatique
N° Version	V1
Date d'effet	Date de signature de la présente convention
Thématique(s) régionale(s)	- Construire une offre touristique renouvelée, diversifiée et accessible en réponse aux attentes de la clientèle et s'appuyant sur la mise en réseau des acteurs

1.1 CONTEXTE

Le secteur touristique est un des moteurs de l'économie locale. En effet, le territoire est reconnu comme une destination touristique majeure pour les sports d'hiver – dont plusieurs stations de ski emblématiques – et de plus en plus pour les activités de plein air l'été. Cette activité touristique repose en partie sur les ressources naturelles du territoire, qui sont cependant menacées par les effets du changement climatique et de la fréquentation touristique.

Cette activité touristique est fortement saisonnée, ciblée sur certains lieux, et par endroit très importante. Cela induit plusieurs difficultés : gestion économique de l'intersaison (pluriactivité), dimensionnement des infrastructures et services publics, gestion des flux de touristes (transport et préservation des espaces naturels), conciliation des usages, logements (à adapter aux saisonniers, tension immobilière), etc. Ces contraintes, ainsi que de nouvelles attentes sociétales en termes de tourisme, font tendre vers la nécessité de définir un nouveau modèle de tourisme, plus raisonné, durable et respectueux de l'environnement.

1.2 OBJECTIFS

Objectifs stratégiques

- Maintenir et adapter les ressources agricoles, sylvicoles et naturelles du territoire face aux transitions climatique, écologique et énergétique ;
- Accompagner la transition du secteur touristique vers un nouveau modèle au service du territoire, qui soit plus diversifié et plus durable ;
- Faire du tourisme un véritable atout du territoire en termes de valorisation des productions locales et de développement économique, dans le respect de la transition écologique et énergétique et des nouveaux enjeux sociétaux ;

Objectifs opérationnels

- Soutenir la diversification de l'offre touristique ;
- Accompagner la filière dans la transition vers un tourisme plus durable ;
- Soutenir l'aménagement et la gestion durable des espaces touristiques et des paysages ;

1.3 EFFETS ATTENDUS

Nous aurons réussi si ...

- Un modèle touristique plus équilibré est mis en place, respectueux des ressources et milieux (gestion de la fréquentation, impacts limités, sobriété énergétique) ;
- Le modèle touristique contribue à la préservation et la valorisation des patrimoines naturels et culturels locaux.

1.4 PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

Les critères de sélection, des projets étudiés dans le cadre de LEADER intègrent les enjeux de la transition écologique et énergétique afin de valoriser les initiatives qui contribuent le plus aux objectifs de la transition.

Cette fiche action vise directement l'accompagnement de l'ensemble des acteurs (professionnels du tourisme, habitants, visiteurs, etc.) dans la mise en place d'un tourisme durable qui s'inscrit pleinement dans la prise en compte des enjeux de la transition écologique et énergétique : sensibilisation des habitants et usagers, créations de nouvelles activités dans une logique de respect des milieux naturels, valorisation des ressources locales dans une logique de préservation, mise en commun des retours d'expériences positifs entre acteurs, etc.

1.5 PLUS-VALUE LEADER

Cette fiche action encourage l'émergence et la réalisation de solutions innovantes afin d'adapter le modèle et les infrastructures touristiques existants aux enjeux des transitions, mais également afin de diversifier l'offre actuelle. L'approche ascendante propre à LEADER permet de favoriser les projets et initiatives les plus adaptés aux besoins et spécificités du territoire, dans le cadre de la stratégie LEADER.

D'autre part, la mise en réseau d'acteurs et les démarches transversales et multi-secteurs sont soutenues dans cette fiche action afin de concilier les besoins et les attentes des différents acteurs et ainsi limiter les conflits d'usage.

2. DESCRIPTION DES ACTIONS SOUTENUES

2.1 DESCRIPTION DU TYPE D'OPERATION

➤ Sous-action 3.1 : Diversifier l'offre touristique

- Études, expertises, aménagements et travaux, acquisition de matériels et équipements, création d'outils et de services numériques, actions d'animation et de communication favorisant l'élaboration et la mise en place de nouveaux produits touristiques ;
- Etudes et expertises, aménagements et travaux, acquisition de matériels et équipements, création d'outils et de services numériques, actions d'animation et de communication favorisant le développement de l'agritourisme

➤ Sous-action 3.2 : Accompagner la filière à la transition vers un tourisme durable

- Actions d'animation, de communication, de formation à destination des professionnels du secteur au tourisme durable ;
- Élaboration d'outils, de dispositifs d'échanges de bonnes pratiques entre professionnels du tourisme ;
- Actions d'animation et de communication, création d'outils, de services numériques, équipements et matériels, aménagements et travaux, pour communiquer et sensibiliser sur le tourisme durable auprès des visiteurs ;
- Actions d'animation, de communication, de conciliation à destination des visiteurs visant à répondre aux conflits d'usages ;
- Études, aménagements et travaux, équipements et matériels, visant à améliorer les performances énergétiques et/ou la durabilité des infrastructures et des activités touristiques ;

➤ Sous-action 3.3 : Soutenir l'aménagement et la gestion durable des espaces touristiques et la préservation des paysages

- Études, aménagements et travaux, acquisition de matériels et équipements, visant à améliorer la gestion des flux touristiques, des déchets et de l'eau ; à améliorer la préservation de la biodiversité, et à limiter la consommation d'énergie dans les espaces touristiques ;
- Élaboration d'outils, de plans d'actions, de stratégies visant à améliorer la préservation de la biodiversité, des sols, de la qualité de l'eau, des paysages et à favoriser l'adaptation au changement climatique des espaces touristiques ;
- Actions d'animation et de communication visant à informer et sensibiliser sur les ressources naturelles et culturelles locales des espaces touristiques ;
- Opérations d'aménagement, travaux d'ouverture et d'entretien visant à préserver les paysages patrimoniaux ;

2.2 BENEFICIAIRES

Toute personne physique ou morale

Sont inéligibles :

- Les bénéficiaires définis comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » ;
- Les indivisions

2.3 DEPENSES

➤ Dépenses éligibles

Toute dépense directement liée à l'opération (hormis les dépenses indirectes), dans le respect des conditions suivantes :

Les dépenses peuvent être prises en charge au réel pour toutes dépenses (matérielles et immatérielles) directement liées à l'opération y compris :

- Le matériel d'occasion selon les conditions précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » ;
- Les dépenses de déplacement de personnes non rémunérées par la structure ou les dépenses de déplacement hors France métropolitaine
- Tout devis ou facture inférieur à 100 € HT

Les dépenses peuvent être prises en compte sous forme de coûts simplifiés conformément au document « Les règles communes à toutes les aides FEADER ».

➤ Dépenses inéligibles

Pour l'ensemble de la Fiche action n°3 :

- Les dépenses définies comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »
- Les véhicules standards (utilitaires, remorques) sans aménagement spécifique

Pour la sous-action n°3.1 :

- Les dépenses liées aux missions de services publics des Offices de Tourisme prévues par le code du tourisme ;
- Les dépenses liées à des évènements/ manifestations ponctuelles ;

Pour la sous-action n°3.3 :

- Les dépenses pour des espaces touristiques ayant uniquement une activité hivernale

2.4 CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Les conditions d'éligibilité sont définies dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »

Conditions d'éligibilité	Modalité de vérification
Les projets dont la localisation se situe dans une commune de 10 000 habitants ou plus sont éligibles à condition qu'ils bénéficient à la zone rurale (territoire du GAL hors commune de plus de 10 000 habitants)	Un argumentaire devra être fourni par le porteur de projet et validé par le comité de programmation du GAL <i>Vérification à la demande d'aide</i>

2.5 TYPE DE SOUTIEN

L'aide est accordée sous forme de subvention directe déterminée sur la base des dépenses éligibles retenues.

Une avance sur l'aide peut être versée aux bénéficiaires dont les modalités sont précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »

2.6 MONTANT ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximum d'aides publiques : 100 %, dans le respect de la réglementation des régimes d'aides d'Etat en vigueur.

Pour les dépenses d'investissements, les taux d'aide maximum fixés dans l'article 73 du Règlement (UE) 2021/2115 devront être respectés.

Taux de cofinancement FEADER : 80%.

Plancher de dépenses éligibles retenues après instruction : 5 000,00 € HT

2.7 LIGNES DE PARTAGE

Un projet éligible à un autre dispositif européen (notamment FEADER/FEDER/FSE) ne pourra pas être soutenu au titre du programme LEADER, sauf si le dispositif n'est définitivement plus opérationnel (fermé, insuffisance de crédits).

A titre indicatif, les dispositifs européens suivant sont susceptibles de faire l'objet d'une ligne de partage, qui sera précisée dans les AAP/AAC :

- Autres FA du GAL
- FEADER :
- PO FEDER/FSE
- POI FEDER Massif des Alpes

2.8 REGLES EN MATIERE D'AIDE D'ETAT

Selon le cas, l'aide peut :

- Être en dehors du champ des aides d'Etat ;
- Relever de l'article 42 du TFUE ;
- Être soumise à un régime d'aides d'Etat ; dans ce cas, les taux d'aide mentionnés ci-dessus sont plafonnés par les règles des régimes d'aides d'Etat en vigueur ; seront mobilisés :
 - Tous régimes d'aides d'Etat autorisés notifiés ou exemptés, notamment le régime pris en application des articles 19 et 19bis du Règlement UE 2021/1237 (RGEC)
 - Règlements de minimis.

3. PRINCIPES APPLICABLES A L'ETABLISSEMENT DES CRITERES DE SELECTION

Les principes de sélections sont basés sur les sept concepts clés du programme LEADER déclinés à l'échelle du GAL, à savoir :

- La cohérence avec la stratégie locale de développement, élaborée de manière ascendante par un partenariat public / privé
- L'innovation
- La mise en réseau d'acteurs et la coopération avec d'autres territoires

Ces principes respectent également les orientations régionales du PSN et la thématique régionale transversale du LEADER : prendre en compte les enjeux de transition énergétique et écologique.

Les modalités de sélection seront précisées au travers d'une grille de sélection, qui sera publiée avec chaque Appel à projets / Appel à candidatures.

4. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION

4.1 MODALITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES

- Appel à candidatures annuels ou pluriannuels
- Appel à projets

4.2 COFINANCEMENTS PUBLICS NATIONAUX MOBILISABLES A TITRE INDICATIF

COFINANCEUR PUBLIC NATIONAL	DISPOSITIFS
Organisme d'Etat	NR
Région AuRA	<ul style="list-style-type: none"> • Montagne Eté – Hiver • Attractivité des grands itinéraires emblématiques • Randonnées itinéraires thématiques • Hébergements touristiques
Département de la Haute Savoie	<ul style="list-style-type: none"> • Politique touristique • Politique agricole et forestière • Espaces Naturels Sensibles
Collectivité locales	En cours de formulation

5. QUESTIONS EVALUATIVES, INDICATEURS DE PERFORMANCE

5.1 QUESTIONS EVALUATIVES ET INDICATEURS SPECIFIQUES RELATIFS A L'EVALUATION DE LA STRATEGIE DU GAL

- Dans quelle mesure les projets soutenus à travers la fiche action 3 ont-ils permis de créer de nouveaux produits touristiques, en particulier lié à l'agritourisme ? (Sous-action 3.1)
- Dans quelle mesure les projets soutenus à travers la fiche action 3 ont-ils contribué à développer le tourisme durable sur le territoire ? (Sous-action 3.2)
- Dans quelle mesure les projets soutenus à travers la fiche action 3 ont-ils contribué à aménager de manière durable les espaces et les paysages ? (Sous-action 3.3)
- En quoi le programme LEADER a contribué à orienter le développement touristique vers un modèle plus équilibré dans le temps et dans l'espace, au service du territoire ?
- En quoi le programme LEADER a permis d'améliorer la préservation des paysages et des ressources naturelles impactées par les activités touristiques ?

	INDICATEURS	OBJECTIF
INDICATEURS DE REALISATION	Nombre de projets soutenus par la fiche action n°3	9 projets
	Nombre de projets soutenus qui diversifient l'offre touristique	3 projets
	Nombre de projets soutenus qui accompagnent la filière à la transition vers un tourisme durable	3 projets
	Nombre de projets soutenus qui soutiennent l'aménagement durable des espaces et des paysages du territoire	3 projets
INDICATEURS DE RESULTAT	Population rurale concernée par les projets soutenus par la fiche action 3 (population des communes concernées par tous les projets soutenus)	93 000 habitants
	Population rurale concernée par les nouvelles offres touristiques	31 000 habitants
	Population rurale concernées par les nouvelles actions mises en œuvre sur le territoire en faveur de la transition vers un tourisme durable	31 000 habitants
	Population rurale concernées par les aménagements durables des espaces et des paysages du territoire	31 000 habitants

5.2 INDICATEURS DE PERFORMANCE (EN APPLICATION DE L'INTERVENTION 77.05 DU PSN)

Indicateurs de résultats	Règle / justificatif
R.37 : Nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide	Nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide
R.39 : Nombre d'entreprises du secteur de l'économie rurale ayant reçu une aide pour leur développement	Tout type d'entreprise (sens droit européen) – hors projets de production agricole

ANNEXE 3 - FICHES-ACTIONS MOBILISEES PAR LE GAL

FICHE-ACTION	N°4	Développer de nouveaux partenariats
--------------	-----	-------------------------------------

1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

Type d'intervention	Coopération (Article 77 du Règlement [UE] RPS)
Intervention PSN	77.05 - LEADER
Objectifs spécifiques européens	OS E - Ressources naturelles OS H - Développement local
Priorité régionale FEADER 23-27	P5 - Favoriser l'attractivité des zones rurales et la relocalisation de leur économie, en préservant les ressources naturelles et en relevant le défi du changement climatique
N° Version	V 1
Date d'effet	Date de signature de la présente convention
Thématique(s) régionale(s)	<ul style="list-style-type: none"> - Revitaliser les centres-bourgs via une approche stratégique et participative permettant de renforcer leur rôle de centralité en milieu rural. - Favoriser l'accès à l'emploi et renforcer la création de la valeur ajoutée par le maintien et le développement de nouvelles activités en s'appuyant sur les ressources et les compétences locales. - Construire une offre touristique renouvelée, diversifiée et accessible en réponse aux attentes de la clientèle et s'appuyant sur la mise en réseau des acteurs

1.1 CONTEXTE

De nombreuses problématiques concernant le GAL sont partagées à une échelle plus large (tourisme durable, préservation et valorisation des espaces, dynamisation des zones rurales face à l'attractivité de la métropole genevoise, etc.). De plus, la situation géographique du GAL et les collaborations transfrontalières des collectivités déjà effectives rendent propices les échanges et la coopération du GAL avec les territoires limitrophes, notamment en France et en Italie. Ainsi, des collaborations avec de potentiels GAL situés dans les Alpes italiennes pourraient être envisagées.

Par ailleurs, le territoire comporte le Géoparc mondial Unesco du Chablais, qui possède des valeurs intrinsèques de coopération et bénéficie du réseau des Géoparcs français et européens. Ainsi des opportunités de projets de coopération avec d'autres GAL comportant un Géoparc mondial Unesco pourraient être envisagées.

Enfin, la présence dans le GAL de deux anciens territoires LEADER, ayant mené un projet de coopération commun en lien avec la filière locale sylvicole, représente un atout pour bénéficier de leur retour d'expériences, du réseau qu'ils avaient pu développer pendant la précédente programmation et développer de nouveaux partenariats.

1.2 OBJECTIFS

Objectifs stratégiques

- Réaliser des transferts de compétences, des échanges d'expériences et accéder à des ressources et des expertises complémentaires, au-delà du périmètre du GAL, en France ou à l'étranger, pour nourrir notamment les réflexions autour des objectifs stratégiques du GAL ;
- Développer des partenariats et coconstruire avec d'autres territoires des projets en lien avec la transition écologique et énergétique et répondant à la stratégie du GAL.

Objectifs opérationnels

- Permettre la mutualisation d'outils, de moyens et d'ingénierie ;
- Alimenter la recherche de solutions et le partage de retours d'expérience ;
- Contribuer au développement de projets partagés sur les thématiques de la stratégie du GAL ;

1.3 EFFETS ATTENDUS

Nous aurons réussi si ...

- De nouvelles solutions innovantes et efficaces sont identifiées et partagées pour répondre aux problématiques des territoires ;
- De nouveaux outils, méthodes, processus sont apportés et favorisent l'atteinte des objectifs fixés dans la stratégie du GAL ;
- La cohésion territoriale et la mise en réseau des acteurs est renforcée en mobilisant l'ensemble des ressources du GAL pour la mise en œuvre de projets de coopération ;
- Des projets à rayonnement plus large que le seul périmètre du GAL sont mis en œuvre.

1.4 PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

Les critères de sélection des projets étudiés dans le cadre de LEADER intègrent les enjeux de la transition écologique et énergétique afin de valoriser les initiatives qui contribuent le plus aux objectifs de la transition.

La transition écologique et énergétique a été identifiée comme une thématique particulièrement propice au développement de projets de coopération LEADER (échange de bonnes pratiques, expérimentations, etc.), et directement liée à plusieurs orientations de la stratégie du GAL.

1.5 PLUS-VALUE LEADER

La coopération dans le cadre de programme LEADER permet de :

- Sensibiliser les membres du GAL et les acteurs locaux aux bénéfices de la coopération
- Rechercher de solutions innovantes pour répondre aux problématiques du territoire ;
- Tisser des liens avec d'autres territoires LEADER.

2. DESCRIPTION DES ACTIONS SOUTENUES

2.1 DESCRIPTION DU TYPE D'OPERATION

- **Actions de préparation visant à explorer une piste de coopération en lien avec la stratégie du GAL**
 - Actions d'animation, de communication, de mise en réseau ;
 - Etudes, expertise, élaboration de diagnostic ou de plans d'actions ;
- **Actions de mise en œuvre d'activités de coopération en lien avec la stratégie du GAL :**
 - Études, actions de conseil et d'expertise, mission de maîtrise d'œuvre, équipements et travaux, liées aux activités de coopération
 - Actions d'animation, de communication et de formation, directement liées aux activités de coopération
 - Elaboration d'outils et de plans d'actions visant à mettre en œuvre des activités de coopération
 - Création d'outils et de services numériques favorisant les activités de la coopération
 - Réalisation des plans d'actions en lien avec les activités de coopération

2.2 BENEFICIAIRES

Toute personne physique ou morale

Sont inéligibles :

- Les bénéficiaires définis comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » ;
- Les indivisions ;

2.3 DEPENSES

➤ **Dépenses éligibles**

Toute dépense directement liée à l'opération (hormis les dépenses indirectes), dans le respect des conditions suivantes :

Les dépenses peuvent être prises en charge au réel pour toutes dépenses (matérielles et immatérielles) directement liées à l'opération y compris :

- Le matériel d'occasion selon les conditions précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » ;
- Les dépenses de déplacement de personnes non rémunérées par la structure ou les dépenses de déplacement hors France métropolitaine
- Tout devis ou facture inférieur à 100 € HT

Les dépenses peuvent être prises en compte sous forme de coûts simplifiés conformément au document « Les règles communes à toutes les aides FEADER ».

➤ **Dépenses inéligibles**

- Les dépenses définies comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »
- Les véhicules standards (utilitaires, remorques) sans aménagement spécifique

2.4 CONDITIONS D'ÉLIGIBILITE

Les conditions d'éligibilité sont définies dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »

Conditions d'éligibilité	Modalité de vérification
Les projets dont la localisation se situe dans une commune de 10 000 habitants ou plus sont éligibles à condition qu'ils bénéficient à la zone rurale (territoire du GAL hors commune de plus de 10 000 habitants)	Un argumentaire devra être fourni par le porteur de projet et validé par le comité de programmation du GAL <i>Vérification à la demande d'aide</i>
Pour les actions de mise en œuvre d'activités de coopération, un accord de coopération entre les partenaires du projet de coopération et les GAL (ou territoires assimilés) concernés ;	Accord de coopération signé au plus tard avant l'engagement juridique de la subvention
Une action de préparation d'activités de coopération n'est éligible que s'il est démontré qu'un projet de coopération répondant à la stratégie locale de développement du GAL est envisagé.	La demande d'aide devra comporter la description du ou des thèmes de coopération pressentis, des objectifs et des partenaires envisagés pour le projet. Livrable justifiant la poursuite ou non du projet par la mise en œuvre effective d'une activité de coopération, ainsi que le cas échéant, les grandes étapes prévisionnelles de sa mise en œuvre

2.5 TYPE DE SOUTIEN

L'aide est accordée sous forme de subvention directe déterminée sur la base des dépenses éligibles retenues.

2.6 MONTANT ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximum d'aides publiques : 100 %, dans le respect de la réglementation des régimes d'aides d'Etat en vigueur.

Pour les dépenses d'investissements, les taux d'aide maximum fixés dans l'article 73 du Règlement (UE) 2021/2115 devront être respectés.

Taux de cofinancement FEADER : 80%.

Plancher de dépenses éligibles retenues après instruction : 5 000,00 € HT

2.7 LIGNES DE PARTAGE

Un projet éligible à un autre dispositif européen (notamment FEADER/FEDER/FSE) ne pourra pas être soutenu au titre du programme LEADER, sauf si le dispositif n'est définitivement plus opérationnel (fermé, insuffisance de crédits).

A titre indicatif, les dispositifs européens suivant sont susceptibles de faire l'objet d'une ligne de partage, qui sera précisée dans les AAP/AAC :

- Autres FA du GAL
- FEADER :
- PO FEDER/FSE
- POI FEDER Massif des Alpes

2.8 REGLES EN MATIERE D'AIDE D'ÉTAT

Selon le cas, l'aide peut :

- Être en dehors du champ des aides d'Etat ;
- Relever de l'article 42 du TFUE ;
- Être soumise à un régime d'aides d'Etat ; dans ce cas, les taux d'aide mentionnés ci-dessus sont plafonnés par les règles des régimes d'aides d'Etat en vigueur ; seront mobilisés :
 - Tous régimes d'aides d'Etat autorisés notifiés ou exemptés, notamment le régime pris en application des articles 19 et 19bis du Règlement UE 2021/1237 (RGEC)
 - Règlements de minimis.

3. PRINCIPES APPLICABLES A L'ETABLISSEMENT DES CRITERES DE SELECTION

Les principes de sélections sont basés sur les sept concepts clés du programme LEADER déclinés à l'échelle du GAL, à savoir :

- La cohérence avec la stratégie locale de développement, élaborée de manière ascendante par un partenariat public / privé
- L'innovation
- La mise en réseau d'acteurs et la coopération avec d'autres territoires

Ces principes respectent également les orientations régionales du PSN et la thématique régionale transversale du LEADER : prendre en compte les enjeux de transition énergétique et écologique.

Les modalités de sélection seront précisées au travers d'une grille de sélection, qui sera publiée avec chaque Appel à projets / Appel à candidatures.

4. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION

4.1 MODALITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES

- Appel à candidatures annuels
- Appel à projets

4.2 COFINANCEMENTS PUBLICS NATIONAUX MOBILISABLES A TITRE INDICATIF

COFINANCEUR PUBLIC NATIONAL	DISPOSITIFS
Région AuRA	<ul style="list-style-type: none"> • Contrat Région • Bonus ruralité • Contrat Région Ville • Financer l'investissement commerce de proximité • Montagne Eté – Hiver • Attractivité des grands itinéraires emblématiques • Randonnées itinéraires thématiques • Hébergements touristiques
Département de la Haute Savoie	<ul style="list-style-type: none"> • Contrats Départementaux d'Avenir et de Solidarité • Plan ruralité • Investissement culturel • Politique vélo • Politique agricole et forestière • Espaces Naturels Sensibles
Collectivité locales	En cours de formulation

5. QUESTIONS EVALUATIVES, INDICATEURS DE PERFORMANCE

5.1 QUESTIONS EVALUATIVES ET INDICATEURS SPECIFIQUES RELATIFS A L'EVALUATION DE LA STRATEGIE DU GAL

- En quoi le(s) projets(s) de coopération LEADER ont favorisé l'atteinte des objectifs de la stratégie du GAL ?
- Dans quelle mesure le(s) projets(s) de coopération LEADER ont permis de développer le réseau d'acteurs du GAL ?

	INDICATEURS	OBJECTIF
INDICATEURS DE REALISATION	Nombre de projets soutenus par la fiche action n°4	2 projets
	Nombre de projets soutenus qui préparent des activités de coopération	1 projet
	Nombre de projets soutenus mettent en œuvre des projets de coopération, sur la base de l'accord de partenariat établie entre des GAL (ou assimilés)	1 projet
INDICATEURS DE RESULTAT	Population rurale concernée par les projets soutenus par la fiche action 4 (population des communes concernées par tous les projets soutenus)	62 000 habitants
	Population rurale concernée par la préparation des activités de coopération	31 000 habitants
	Population rurale concernées par les projets de coopération, sur la base de l'accord de partenariat établie entre des GAL (ou assimilés)	31 000 habitants

5.2 INDICATEURS DE PERFORMANCE (EN APPLICATION DE L'INTERVENTION 77.05 DU PSN)

Indicateurs de résultats	Règle / justificatif
R.37 : Nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide	Nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide
R.39 : Nombre d'entreprises du secteur de l'économie rurale ayant reçu une aide pour leur développement	Tout type d'entreprise (sens droit européen) – hors projets de production agricole

ANNEXE 3 - FICHES-ACTIONS MOBILISEES PAR LE GAL

FICHE-ACTION	N°5	Animation et fonctionnement du GAL
--------------	-----	------------------------------------

1. DESCRIPTION GENERALE ET LOGIQUE D'INTERVENTION

Type d'intervention	Coopération (Article 77 du Règlement [UE] RPS)
Intervention PSN	77.05 - LEADER
Objectifs spécifiques européens	OS E - Ressources naturelles OS H - Développement local
Priorité régionale FEADER 23-27	P5 - Favoriser l'attractivité des zones rurales et la relocalisation de leur économie, en préservant les ressources naturelles et en relevant le défi du changement climatique
N° Version	V1
Date d'effet	Date de signature de la présente convention

1.1 CONTEXTE

Le GAL est composé de 10 EPCI, parmi lesquels certains collaborent déjà sur des thématiques spécifiques (urbanisme, forêt, plan climat, tourisme, etc.). Mettre en place une animation LEADER transversale à l'ensemble du territoire tout en restant assez localisé pour rester à l'écoute des territoires locaux représente un enjeu clef. Remplir ces deux critères garantit le respect d'une cohérence territoriale des actions soutenues, tout en permettant la mise en œuvre d'une démarche ascendante efficace, qui favorise la réponse des porteurs de projet de tout le territoire. Pour une meilleure proximité avec le territoire, les moyens humains du GAL seront répartis en 3 secteurs cohérents.

1.2 OBJECTIFS

Objectifs stratégiques

- Garantir une mise en œuvre efficace et opérationnelle du programme LEADER ;
- Assurer la bonne représentativité et l'équité dans l'accompagnement des projets sur l'ensemble du territoire du GAL ;
- Contribuer à l'atteindre des objectifs stratégiques fixés dans la stratégie LEADER.

Objectifs opérationnels

- Créer un réseau d'acteurs solide, capable de faire connaître le programme et de recenser de nouveaux porteurs potentiels (animation et communication) ;
- Accompagner les acteurs à mener à bien leurs projets, du montage jusqu'à l'instruction, l'obtention de la subvention et la réalisation des actions (animation et gestion) ;
- Contribuer à la mise en place des projets de coopération (animation et gestion) ;
- Garantir l'inscription des projets soutenus dans la stratégie du GAL et l'efficacité de la mise en œuvre, notamment à travers la contribution aux évaluations du programme (coordination).

1.3 EFFETS ATTENDUS

Nous aurons réussi si ...

- La stratégie du GAL est mise en œuvre de manière optimale et efficace ;
- Des projets sont soutenus sur l'ensemble des 3 secteurs géographiques du GAL ;
- La mise en réseau et la cohésion des acteurs du GAL est renforcée

1.4 PRISE EN COMPTE DES ENJEUX DE TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

Les animateurs auront la charge de sensibiliser les porteurs de projets à la prise en compte des enjeux de la transition écologique et énergétique, notamment en lien avec les critères de la grille de sélection.

1.5 PLUS-VALUE LEADER

La démarche LEADER permet la mise à disposition d'animateurs dédiés à la communication autour du programme LEADER, à l'établissement d'un réseau d'acteurs relais du programme, et à l'accompagnement des porteurs de projet tout au long de leur projet, depuis l'idée jusqu'à l'obtention des crédits.

Le choix du GAL de proposer des animateurs locaux répartis dans les 3 secteurs géographiques permet de garantir cet accompagnement et cette proximité, ainsi qu'une meilleure adéquation aux spécificités locales.

La mise en place d'une communication (charte graphique, supports de communication, site internet par exemple) à l'échelle du GAL permettra également de garantir une information large sur les possibilités offertes par LEADER.

2. DESCRIPTION DES ACTIONS SOUTENUES

2.1 DESCRIPTION DU TYPE D'OPERATION

- Actions visant à préparer le conventionnement avec l'autorité de gestion régionale
- Actions visant à réaliser les tâches dévolues au GAL pour la mise en œuvre de la stratégie locale de développement, identifiées dans la présente convention entre le GAL et l'autorité de gestion régionale (AGR)

2.2 BENEFICIAIRES

- Structure juridique porteuse du GAL ayant été sélectionnée par l'AGR ou ayant conventionné avec l'AGR
- Personne morale dotée de la personnalité juridique liée par une convention avec la structure porteuse du GAL pour assurer tout ou partie de l'animation/gestion du programme LEADER.

2.3 DEPENSES

➤ Dépenses éligibles

Toute dépense directement liée à l'opération (hormis les dépenses indirectes), dans le respect des conditions suivantes :

Les dépenses peuvent être prises en charge au réel pour toutes dépenses (matérielles et immatérielles) directement liées à l'opération y compris :

- Le matériel d'occasion selon les conditions précisées dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER » :
- Les dépenses de déplacement de personnes non rémunérées par la structure ou les dépenses de déplacement hors France métropolitaine
- Tout devis ou facture inférieur à 100 € HT

Les dépenses peuvent être prises en compte sous forme de coûts simplifiés conformément au document « Les règles communes à toutes les aides FEADER ».

➤ Dépenses inéligibles

Pour l'ensemble de la Fiche action n°5 :

- Les dépenses définies comme inéligibles dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »
- Les véhicules standards (utilitaires, remorques) sans aménagement spécifique
- Frais de bouche.

2.4 CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Les conditions d'éligibilité définies dans le document « Les règles communes à toutes les aides FEADER »

Les dépenses relatives à l'animation et au fonctionnement du GAL sont éligibles à compter de la date de notification de sélection du GAL, soit à compter du 5 mai 2023.

Le montant des dépenses publiques totales pour les coûts de fonctionnement et d'animation ne peut dépasser 25% des dépenses publiques totales engagées au titre de la SLD.

2.5 TYPE DE SOUTIEN

L'aide est accordée sous forme de subvention directe déterminée sur la base des dépenses éligibles retenues.

2.6 MONTANT ET TAUX D'AIDE APPLICABLES

Taux maximum d'aides publiques : 100 %, dans le respect de la réglementation des régimes d'aides d'Etat en vigueur.

Pour les dépenses d'investissements, les taux d'aide maximum fixés dans l'article 73 du Règlement (UE) 2021/2115 devront être respectés.

Taux de cofinancement FEADER : 80%.

Plancher de dépenses éligibles retenues après instruction : 5 000,00 € HT

2.7 LIGNES DE PARTAGE

FEADER RDR3 :

- Les dépenses relatives à la mise en œuvre de la programmation 2014-2022 relèvent du type d'opération 19.4 des programmes de développement rural 2014-22 et ne sont pas éligibles à la présente fiche action
- Les dépenses relatives à l'élaboration de la candidature 2023-2027 relèvent du type d'opération 19.1 des programmes de développement rural 2014-22 et ne sont pas éligibles à la présente fiche action

FEADER RDR4 : ligne de partage avec les autres FA du GAL

- Les dépenses de personnel concernant les animateurs du programme pour les actions de coopération seront prises en compte dans le cadre de la présente fiche action. Les autres frais liés à la coopération seront financés par la fiche action coopération.
- Les actions d'animation thématiques spécifiques relèvent des fiches actions thématiques.

2.8 REGLES EN MATIERE D'AIDE D'ÉTAT

Sans objet

3. PRINCIPES APPLICABLES A L'ETABLISSEMENT DES CRITERES DE SELECTION

Sans objet

4. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LA FICHE-ACTION

4.1 MODALITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES

Sans objet.

4.2 COFINANCEMENTS PUBLICS NATIONAUX MOBILISABLES A TITRE INDICATIF

COFINANCEUR PUBLIC NATIONAL	DISPOSITIFS
Organisme d'Etat	Sans Objet
Région AuRA	Sans Objet
Département de la Haute Savoie	En cours de discussion
Collectivité locales	En complément du Département
Organismes de qualité de droit public	Sans Objet

5. QUESTIONS EVALUATIVES, INDICATEURS DE PERFORMANCE

5.1 QUESTIONS EVALUATIVES ET INDICATEURS SPECIFIQUES RELATIFS A L'EVALUATION DE LA STRATEGIE DU GAL

- Les moyens humains mis en place sont-ils suffisants pour atteindre les objectifs fixés ? Ont-ils évolué au cours du programme ?
- L'accompagnement et la gestion des dossiers ont-ils été efficaces et efficients ?
- Les délais du cycle de gestion sont-ils satisfaisants ?
- En quoi les actions de communication et l'animation ont permis la création d'un réseau d'acteurs à l'échelle du GAL et ont permis une diffusion large autour de LEADER ?

	INDICATEURS	OBJECTIF
INDICATEURS DE REALISATION	Nombre de projets soutenus par la fiche action n°5	20 projets
	Nombre de projets soutenus par la Stratégie Locale de Développement (toutes les fiches actions confondues	55 projets
INDICATEURS DE RESULTAT	Population rurale concernée par les projets soutenus par la fiche action 5 (population des communes concernées par tous les projets soutenus)	309 882 habitants
	Population rurale concernées par tous les projets soutenus par la Stratégie Locale de Développement (toutes les fiches actions confondues)	309 882 habitants

5.2 INDICATEURS DE PERFORMANCE (EN APPLICATION DE L'INTERVENTION 77.05 DU PSN)

Indicateurs de résultats	Règle / justificatif
R.37 : Nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide	Nouveaux emplois créés dans des projets bénéficiant d'une aide
R.39 : Nombre d'entreprises du secteur de l'économie rurale ayant reçu une aide pour leur développement	Tout type d'entreprise (sens droit européen) – hors projets de production agricole

Annexe 4 : Plan financier

1 : Plan financier prévisionnel [à titre indicatif] - Répartition de l'enveloppe par fiche action

N° fiche action	Libellé de la fiche action	Montant FEADER	Montant prévisionnel contreparties publiques nationales	Total des Aides Publiques
FA 1	Contribuer à la qualité de vie et l'attractivité des centre-bourgs	678 500,00 €	169 625,00 €	848 125,00 €
FA 2	Développer et diversifier des activités économiques du territoire en préservant les ressource locales	678 500,00 €	169 625,00 €	848 125,00 €
FA 3	Accompagner la mise en place d'un tourisme durable au service du territoire	500 000,00 €	125 000,00 €	625 000,00 €
FA 4	Coopération	60 594,00 €	15 148,50 €	75 742,50 €
FA 5	Animation et fonctionnement du GAL	552 300,00 €	138 075,00 €	690 375,00 €
	TOTAL	2 469 894,00 €	617 473,50 €	3 087 367,50 €

2 : Profil engagement et de paiement

	Du 01/01/2023 au 15/10/2023	Du 16/10/2023 au 15/10/2024	Du 16/10/2024 au 15/10/2025	Du 16/10/2025 au 15/10/2026	Du 16/10/2026 au 15/10/2027	Du 16/10/2027 au 15/10/2028	Du 16/10/2028 au 31/12/2029
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Répartition annuelle cumulée des engagements	5%	20%	46%	73%	100%		
Répartition annuelle cumulée des paiements	0%	2%	10%	28%	50%	72%	100%

Annexe 5 : Répartition des tâches AGR/GAL au niveau des étapes de gestion

5.1 Cas de dossiers non portés par les structures porteuses de GAL

Etapes	Répartition AGR/GAL	Supervision
Information des demandeurs / Animation territoriale	GAL	
A) Instruction de la demande d'aide (et réinstruction)		
Réception de la demande d'aide dématérialisée	GAL	
AR de dépôt de la demande	sans objet	
Vérification de la complétude du dossier et de la conformité des pièces justificatives Demande de pièces manquantes ou complémentaires	GAL	
Contrôle administratif : - Vérification de l'éligibilité du demandeur et de la demande - Vérification des autres points de contrôle administratif - Calcul du montant prévisionnel de l'aide (après réception le cas échéant des éléments des autres financeurs pour déterminer la contrepartie du Feader)	GAL	AGR
Conclusion de l'instruction	GAL	
B) Sélection – Programmation		
Analyse de la demande au regard des critères de sélection	GAL	
Préparation et animation des comités de sélection	GAL	
Validation des dossiers sélectionnés	GAL	
Préparation et animation des comités de programmation	GAL	
Validation des dossiers à programmer ou à reprogrammer en Comité de Programmation	GAL	
C) Décision attributive (y compris décision modificative)		
Information des demandeurs inéligibles	AGR	
Information des demandeurs non sélectionnés	GAL	
Blocage des crédits	AGR	
Rédaction / édition décision juridique	GAL	
Signature de la décision juridique	AGR	
Transmission de la(des) décision(s) signée(s) au bénéficiaire	AGR	
Recueil des décisions juridiques des autres financeurs (en cas de décisions disjointes)	GAL	
D) Instruction d'une demande de paiement (et réinstruction)		
Réception de la demande de paiement dématérialisée	GAL	
Vérification de la complétude de la demande de paiement et de la conformité des pièces justificatives Demande de pièces manquantes ou complémentaires	GAL	
Contrôle administratif : - Calcul du montant à payer (après réception le cas échéant des éléments des autres financeurs pour déterminer la contrepartie du Feader) - Autres contrôles administratifs - Vérification de la réalisation de l'investissement (Déplacement ou examen des preuves alternatives)	GAL	AGR
Mise en paiement de la part FEADER	GAL	
Désengagement des crédits en cas de sous réalisation	AGR	
Conclusion de l'instruction	GAL	
E) Mise en paiement des contreparties nationales en paiement dissocié		
Transmission aux financeurs du montant à payer	GAL	

Mise en paiement de la part région en cas de paiement dissocié	AGR	
Recueil des preuves de versement effectifs	GAL	
F) Mise en paiement du Feader et des contreparties nationales en paiement associé		
Réponse à la DR ASP / correction des dossiers en fonction des remarques de l'ASP dans le cadre du contrôle avant paiement ou du contrôle de l'agence comptable	GAL	
Contrôle approfondi		
Echantillonnage	AGR	
Réalisation du contrôle et proposition des suites à donner	AGR	AGR
Réponses aux constats du contrôle	GAL	
Conclusion du contrôle et décision de suites à donner	AGR	
Contrôle sur place APF		
Echantillonnage	AGR	
Réalisation du contrôle et proposition des suites à donner	AGR	AGR
Réponses aux constats du contrôle	GAL	
Conclusion du contrôle et décision de suites à donner	AGR	
H) Contrôle sur place des engagements post paiement final		
Echantillonnage	AGR	
Réalisation du contrôle et proposition des suites à donner	AGR	AGR
Réponses aux constats du contrôle	GAL	
Conclusion du contrôle et décision de suites à donner	AGR	
G) Irrégularités		
Echanges avec le bénéficiaire dans le cadre de la phase contradictoire / Rédaction du courrier de phase contradictoire	GAL	
Signature du courrier de phase contradictoire	AGR	
Détermination des montants irréguliers	GAL	
Rédaction / édition de la décision de déchéance totale ou partielle	GAL	
Signature de la décision de déchéance	AGR	
Transmission de la décision de déchéance au bénéficiaire et à l'ASP et aux cofinanceurs	AGR	
Notification aux financeurs nationaux des décisions de déchéance à prendre	AGR	
Recueil des décisions de déchéance des financeurs nationaux et transmission à l'ASP	GAL	
Emission et envoi du ou des ordres de reversement en cas de paiement dissocié (paiement dissocié de la part région)	AGR	
Mise en recouvrement des sommes dues (paiement dissocié de la part région)	AGR	
Recueil des justificatifs de recouvrement en cas de paiement dissocié	GAL	
Déclaration au procureur en cas de fraude	AGR	
Transmission à l'ASP des éléments nécessaires à la déclarations des irrégularités à l'Olaf	AGR	
H) Archivage		
Archivage : Conservation des pièces (archives courantes)	GAL	
Archivage : Conservation des pièces (archives intermédiaires)	AGR	
I) Traitement des recours		
Réponse aux recours administratifs	AGR	
Réponse aux recours contentieux	AGR	
Notification à l'ASP des recours sur les décisions de déchéance	AGR	

5.2 Cas de dossiers portés par les structures porteuses de GAL

Etapes	Répartition AGR/GAL	Supervision
<i>Information des demandeurs / Animation territoriale</i>	GAL	
A) Instruction de la demande d'aide (et ré-instruction)		
Réception de la demande d'aide dématérialisée	AGR	
AR de dépôt de la demande	Sans objet	
Vérification de la complétude du dossier et de la conformité des pièces justificatives Demande de pièces manquantes ou complémentaires	AGR	
Contrôle administratif : - Vérification de l'éligibilité du demandeur et de la demande - Vérification des autres points de contrôle administratif - Calcul du montant prévisionnel de l'aide (après réception le cas échéant des éléments des autres financeurs pour déterminer la contrepartie du Feader)	AGR	AGR
Conclusion de l'instruction	AGR	
B) Sélection – Programmation		
Analyse de la demande au regard des critères de sélection (dossiers d'animation et fonctionnement du GAL non concernés)	GAL	
Préparation et animation des comités de sélection (dossiers d'animation et fonctionnement du GAL non concernés)	GAL	
Validation des dossiers sélectionnés (dossiers d'animation et fonctionnement du GAL non concernés)	GAL	
Préparation et animation des comités de programmation	GAL	-
Validation des dossiers à programmer ou à reprogrammer en Comité de Programmation	GAL	-
C) Décision attributive (y compris décision modificative)		
Information des demandeurs inéligibles	AGR	
Information des demandeurs non sélectionnés	GAL	
Blocage des crédits	AGR	
Rédaction / édition décision juridique	AGR	
Signature de la décision juridique	AGR	
Transmission de la(des) décision(s) signée(s) au bénéficiaire	AGR	
Recueil des décisions juridiques des autres financeurs (en cas de décisions disjointes)	AGR	
D) Instruction d'une demande de paiement (et réinstruction)		
Réception de la demande de paiement dématérialisée	AGR	
Vérification de la complétude de la demande de paiement et de la conformité des pièces justificatives Demande de pièces manquantes ou complémentaires AR dossier complet (si choix d'en avoir un)	AGR	
Contrôle administratif : - Calcul du montant à payer (après réception le cas échéant des éléments des autres financeurs pour déterminer la contrepartie du Feader) - Autres contrôles administratifs - Vérification de la réalisation de l'investissement (Déplacement ou examen des preuves alternatives)	AGR	AGR
Mise en paiement de la part FEADER	AGR	
Désengagement des crédits en cas de sous réalisation	AGR	
Conclusion de l'instruction	AGR	

E) Mise en paiement des contreparties nationales en paiement dissocié		
Transmission aux financeurs du montant à payer	AGR	
Mise en paiement de la part région en cas de paiement dissocié	AGR	
Recueil des preuves de versement effectifs	AGR	
F) Mise en paiement du Feader et des contreparties nationales en paiement associé		
Réponse à la DR ASP / correction des dossiers en fonction des remarques de l'ASP dans le cadre du contrôle avant paiement ou du contrôle de l'agence comptable	AGR	
Contrôle approfondi		
Echantillonnage	AGR	
Réalisation du contrôle et proposition des suites à donner	AGR	AGR
Réponses aux constats du contrôle	AGR	
Conclusion du contrôle et décision de suites à donner	AGR	
Contrôle sur place APF		
Echantillonnage	AGR	
Réalisation du contrôle et proposition des suites à donner	AGR	AGR
Réponses aux constats du contrôle	AGR	
Conclusion du contrôle et décision de suites à donner	AGR	
H) Contrôle sur place des engagements post paiement final		
Echantillonnage	AGR	
Réalisation du contrôle et proposition des suites à donner	AGR	AGR
Réponses aux constats du contrôle	AGR	
Conclusion du contrôle et décision de suites à donner	AGR	
G) Irrégularités		
Echanges avec le bénéficiaire dans le cadre de la phase contradictoire / Rédaction du courrier de phase contradictoire	AGR	
Signature du courrier de phase contradictoire	AGR	
Détermination des montants irréguliers	AGR	
Rédaction / édition de la décision de déchéance totale ou partielle	AGR	
Signature de la décision de déchéance	AGR	
Transmission de la décision de déchéance au bénéficiaire et à l'ASP et aux cofinanceurs	AGR	
Notification aux financeurs nationaux des décisions de déchéance à prendre	AGR	
Recueil des décisions de déchéance des financeurs nationaux et transmission à l'ASP	AGR	
Emission et envoi du ou des ordres de reversement en cas de paiement dissocié (paiement dissocié de la part région)	AGR	
Mise en recouvrement des sommes dues (paiement dissocié de la part région)	AGR	
Recueil des justificatifs de recouvrement en cas de paiement dissocié	AGR	
Déclaration au procureur en cas de fraude	AGR	
Transmission à l'ASP des éléments nécessaires à la déclaration des irrégularités à l'Olaf	AGR	
H) Archivage		
Archivage : Conservation des pièces	AGR	
I) Traitement des recours		
Réponse aux recours administratifs	AGR	
Réponse aux recours contentieux	AGR	
Notification à l'ASP des recours sur les décisions de déchéance	AGR	

Annexe 6 : Dispositions minimales obligatoires du règlement intérieur

Le règlement a pour objet de fixer les modalités d'organisation et de fonctionnement du comité de programmation du GAL.

Cette annexe à la convention est une trame pour permettre au GAL de rédiger son règlement intérieur. Elle en contient les clauses minimales. Le règlement intérieur du GAL ne doit pas être annexé à la présente convention.

1. Missions du comité de programmation

Le comité de programmation est l'instance décisionnelle du GAL. A ce titre, il doit notamment :

- élaborer une procédure de sélection transparente (portée à la connaissance des demandeurs d'aide) et non discriminatoire comprenant des critères de sélection des opérations en amont de la sélection des opérations ;
- avoir l'initiative des propositions de sélection et de programmation des projets Leader ;
- assurer, lors de la sélection des opérations, la cohérence entre celles-ci et la stratégie de développement local LEADER en classant les opérations en fonction de leur contribution à la réalisation des objectifs de la stratégie ;
- garantir l'absence de conflits d'intérêt lors de la sélection et de l'approbation du montant de l'aide LEADER pour chaque opération ;
- établir et acter les propositions de modifications des composantes de la stratégie de développement local LEADER/DLAL et plus particulièrement du plan financier et du plan d'action ;
- examiner les résultats de la mise en œuvre, notamment la réalisation des objectifs fixés pour les différentes fiches-actions et préparer les éléments nécessaires à une évaluation du programme ;
- examiner le suivi financier.

Il peut s'appuyer sur des avis consultatifs des autres instances de gouvernance décrites au point 4.

Possibilité d'ajouter d'autres tâches

2. Composition du comité de programmation

La composition du comité de programmation est annexée au présent règlement intérieur (annexe 1). Les membres du comité de programmation sont désignés nominativement (nom et prénom). Chaque poste est occupé par un membre titulaire et un membre suppléant.

Le GAL prévoit systématiquement un siège au sein de son comité de programmation pour le Président du Conseil Régional ou son représentant au titre de la fonction d'Autorité de gestion régionale.

Toute modification de la composition, fait l'objet d'une décision en comité de programmation qui sera notifiée à l'Autorité de gestion régionale dans un délai de 1 mois après la tenue du comité de programmation.

Seuls les membres du Comité de Programmation ont une voie délibérante. Si le membre suppléant et le membre titulaire sont tous les deux présents, le membre suppléant assiste au Comité en tant que membre invité, sans droit de vote.

En cas d'absence, un titulaire donne par défaut pouvoir à son suppléant.

Le comité de programmation désigne son président, nommé Président du GAL.

Le GAL précise ici les modalités de désignation et de renouvellement des membres du Comité de programmation, l'éventuelle recherche de parité, les éventuels engagements en termes de présence (limitation du nombre d'absence en comités pour un membre...).

Il précise aussi les modalités de délégation de pouvoir entre membres. Dans tous les cas, chaque membre ne peut être destinataire que d'une délégation et au sein d'un même collège (un membre du collège privé ne peut pas donner pouvoir à un membre du collège public).

3. Responsabilité du Président de la structure porteuse du GAL et du Président du GAL s'ils sont différents

Le président de la structure porteuse du GAL est responsable du portage juridique, administratif et financier du GAL. Il est autorisé par son organe délibérant à signer les actes juridiques, administratifs et financiers qui se rapportent à la convention AGR/GAL.

Le Président du GAL est chargé d'assurer l'animation du comité de programmation et la mise en œuvre de ses décisions, de veiller au respect du règlement intérieur et plus particulièrement des dispositions relatives à la prévention des conflits d'intérêts, des situations de prise illégale d'intérêts et de prendre toute mesure préventive pour les résoudre. Il lui revient par ailleurs de signer les invitations et les comptes rendus de séance.

Définir ici les modalités d'exercice et de suppléance du président du GAL

4. Description des autres instances de gouvernance (rôle, fonctionnement)

*Définir les différents comités (locaux, thématiques) et leur organisation
Rappeler que ces comités ne donnent que des avis consultatifs*

5. Organisation et fonctionnement du comité de programmation

5.1 Modalités de déroulement du comité de programmation

Préciser les modalités d'organisation (présentiel, recours à la visioconférence, consultation écrite...)

Détailler chacun des points suivants :

- *La procédure transparente et non discriminatoire de sélection*
- *Les modalités de vérification qu'aucun groupe d'intérêt particulier ne contrôle les décisions de sélection ainsi que la procédure si cette condition n'est pas remplie (modalité de convocation d'un nouveau comité de programmation, recours à la consultation écrite, ...)*
- *Les modalités de prise de décision : consensus ou majorité, vote par notation à main levée ou à bulletin secret,*
- *Les modalités pratiques inhérentes à la transmission du compte-rendu*

5.2 Fréquence des comités de programmation

Indiquer les fréquences de réunions du comité.

5.3 Convocation et préparation des réunions du comité de programmation

Indiquer les modalités de préparation du comité de programmation (délais d'envoi des documents, voie de transmission, comités techniques amont le cas échéant...) et le contenu des convocations (par exemple : relevé de décisions du précédent Comité de programmation, une liste descriptive des projets qui seront soumis en Comité accompagnée des grilles de sélection, présentation de l'avancement financier du programme...).

5.4 Secrétariat

Définir qui assure le secrétariat.

Préciser les missions du secrétariat, notamment :

- *Organisation matérielle des réunions ;*
- *Diffusion des convocations, de l'ordre du jour et des documents préparatoires ;*
- *Réalisation des comptes rendus ;*
- *Envoi des courriers d'information aux bénéficiaires à la suite du Comité de programmation.*

6. Prévention et gestion des conflits d'intérêt

Le comité de programmation FEADER doit garantir l'absence de conflit d'intérêts lors de la programmation des opérations présentées.

En début de chaque comité de programmation :

- un rappel des risques et des obligations sera réalisé auprès de l'ensemble des membres participants ;
- ces derniers devront signer les attestations figurant en annexes du règlement intérieur afin de déclarer :
 - o une absence de conflit d'intérêt avec l'ensemble des opérations inscrites à l'ordre du jour (annexe 2)
 - o ou, le cas échéant, les opérations pour lesquelles il a identifié être en situation de conflit d'intérêt (annexe 3).

Tout membre de l'instance de programmation ayant intérêt à agir ne participera pas aux débats et au choix concernant la programmation de l'opération concernée. Il devra sortir de la séance le temps que les membres du Comité de programmation se prononce sur la programmation ou non de l'opération concernée.

L'absence de participation du membre ayant intérêt à agir sera retranscrite et motivée au sein du compte-rendu. Si aucun membre ne s'est déporté de la procédure, le compte-rendu devra également indiquer l'absence de situation de conflit d'intérêt lors de la séance

7. Confidentialité des données

Les membres du comité de programmation s'engagent à :

- Ne pas utiliser les documents et informations à d'autres fins que leur participation au comité de programmation ;
- Ne pas communiquer ces documents ou informations à des tiers, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales